



LE DEVOIR

Liban : embellie du côté de la diplomatie *Israël serait favorable au déploiement d'une force multinationale*

Alors que les bombes israéliennes continuaient de tomber sur le Liban, le front diplomatique s'est précisé hier, l'Etat hébreu se disant favorable au déploiement d'une force internationale de maintien de la paix au Sud-Liban afin que le Hezbollah soit éloigné de sa frontière. Et même si elle a monté le ton en prévenant qu'une invasion terrestre du Liban serait considérée comme une déclaration de guerre, la Syrie s'est déclarée prête à entamer un dialogue avec les Etats-Unis pour trouver une solution à la crise.

Après y avoir été farouchement opposé, le premier ministre israélien Ehoud Olmert a jugé que le déploiement d'une telle force de paix constituerait un pas dans la bonne direction pour faire cesser les violences qui ont fait déjà plus de 370 morts du côté libanais en moins de deux semaines. «Vu la faiblesse de

VOIR PAGE A 8: LIBAN

L'ENTREVUE

Réfugiés: le devoir de vigilance *Le Canada ne doit pas succomber à l'obsession de la sécurité, croit Denise Otis*

FÉLIX-ANTOINE LORRAIN

Le Canada est réputé être une véritable terre d'asile pour les réfugiés. L'est-il vraiment? Pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), il est certes un modèle, mais certaines tendances récentes «appellent à la vigilance», dit Denise Otis, conseillère juridique du HCR à Montréal. Sur papier, le système de détermination du statut de réfugié érigé par le Canada est exemplaire et respecte toutes les conventions internationales qu'il a signées, explique-t-elle. Ça ne veut pas dire qu'il est appliqué parfaitement, nuance-t-elle toutefois.

VOIR PAGE A 8: RÉFUGIÉS



Denise Otis

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

INDEX

78313 00064 1	Annonces	B 6	Météo	B 6
	Avis publics	B 2	Monde	B 3
	Culture	B 8	Mots croisés	B 2
	Décès	B 6	Religions	B 6
	Économie	A 5	Sport	B 5
	Éditorial	A 6	Sudoku	B 2
	Idées	A 7	Télévision	B 7

Les civils écopent



RAMZI HAIDAR AGENCE FRANCE-PRESSE

Des habitants d'un quartier situé dans la banlieue sud de Beyrouth fuient les lieux dévastés par les attaques aériennes de l'armée israélienne, hier.

Un envoyé de l'ONU reproche à Israël de violer le droit humanitaire

«Il faut arrêter les bombardements des zones civiles aussi bien au Liban qu'en Israël»

Beyrouth — Le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires humanitaires, Jan Egeland, a accusé Israël de «violier le droit humanitaire», lors d'une tournée hier dans des quartiers sud de Beyrouth dévastés par les bombardements israéliens.

«Il s'agit d'une destruction, immeuble après immeuble, de plusieurs zones résidentielles. Je dirais qu'il s'agit d'un usage de la force excessif dans une zone comprenant autant de citoyens», a-t-il déclaré devant des journalistes.

Interrogé sur le qualificatif de crime de guerre pour ces frappes qui ont rasé des immeubles de la banlieue sud à majorité chiite de Beyrouth, bastion du Hezbollah, M. Egeland a répondu: «Cela constitue une violation du droit humanitaire.»

Arrivant de Syrie, le responsable de l'ONU a effectué une tournée dans les secteurs dévastés par les F-16 israéliens.

Peu après son départ de la banlieue sud, Israël a repris en soirée ses raids sur ce secteur, prenant pour cible des quartiers jusque-là relativement épargnés. Des langues de feu se sont élevées de plusieurs immeubles en flammes dans des quartiers périphériques, ont constaté des photographes de l'AFP.

Appel à l'aide

M. Egeland, arrivé hier à Beyrouth, doit lancer aujourd'hui lors d'une conférence de presse un appel à l'aide internationale d'urgence en faveur du demi-million de Libanais déplacés par l'offensive israélienne, déclenchée le 12 juillet après la capture par le Hezbollah de deux soldats israéliens. Il doit aussi se rendre dans les écoles où sont entassés les milliers de déplacés. «Il faut que les tueries, notamment d'enfants, cessent. Il faut arrêter les bombardements des zones civiles aussi bien au Liban qu'en Israël», a-t-il dé-

claré après un entretien avec le premier ministre libanais Fouad Siniora.

«Il faut qu'Israël arrête ses bombardements des civils et des infrastructures au Liban, et il faut que le Hezbollah arrête de tirer des roquettes sur le nord d'Israël. C'est dans ces conditions que nous pourrions acheminer l'aide humanitaire. Israël et le Hezbollah doivent nous aider à mettre en place des couloirs humanitaires, a-t-il insisté. Nous pourrions alors acheminer plus d'une centaine de camions d'aide humanitaire au cours des prochaines semaines.»

«Nous avons obtenu aujourd'hui [hier] des assurances israéliennes pour faciliter l'ouverture de couloirs humanitaires maritimes et terrestres destinés au Liban, et nous espérons obtenir des garanties pour l'ouverture de couloirs aériens», a-t-il promis.

VOIR PAGE A 4: CIVILS

13^e FRANCOFOLIES DE SPA

Main moite dans la main moite

Un festival qui en célèbre un autre, voilà qui est rare et généreux. Et fièrement belge. Soirée d'amitié vraie et d'artistes étonnants, le coup de chapeau spadois aux 20 ans de l'événement chansonnier pancanadien Coup de cœur francophone était tout aussi singulier, convivial, jubilatoire et rigolard que le reste de cette édition franchement exceptionnelle.

SYLVAIN CORMIER

Spa — À la hauteur de sa réputation d'impénitent fétard, Jean-Louis Foulquier est arrivé... à quatre pattes. Et en retard. Qu'à cela ne tienne, on lui a apporté le café. Même retraité, même cabotin, même sur les genoux, le père fondateur des premières FrancoFolies, celles de La Rochelle, était requis hier midi à la grande table de la conférence de presse-bilan de ces 13^e FrancoFolies de Spa. «Je me demande ce que je fous là?», a-t-il badiné à moitié, installé comme un roi entre les patrons locaux, Charles Gardier et Jean Steffens. On aurait pu lui répondre: rappeler la part de folie dans l'appellation contrôlée FrancoFolies.

Cinq minutes plus tôt, les représentants de la nouvelle garde rochelaise, sans l'éclat du vieux baroudeur mais non sans justesse, avaient résumé l'esprit du festival ardennais: «Une vraie liesse populaire...» On était bien d'accord. Leur coup de cœur? «La soirée en hommage aux 20 ans du Coup de cœur francophone avec Damien Robitaille, Nicolas Jules et Daniel Hélin...» On était d'accord aussi.

«Beau et grand moment»

Gardier itou. Dans sa litanie de bons mots pour les Katerine, Chango Family, Mass Hysteria, Saule et autres Zoé, le bourgmestre-directeur a également souligné en gras le «beau et grand moment» vécu samedi soir au Salon Bleu

VOIR PAGE A 8: FRANCOFOLIES



CHARLES PIRNAY FRANCOFOLIES DE SPA

Le directeur général et artistique du Coup de cœur, Alain Chartrand (derrière), en compagnie des trois vedettes du spectacle de samedi, Damien Robitaille, Nicolas Jules et Daniel Hélin.

• LES ACTUALITÉS •

La faim ne prend pas de vacances

Moisson Montréal offre des lunchs gratuits pour les enfants défavorisés inscrits cet été dans les camps de jour

ISABELLE LAPORTE

Un petit Montréalais sur trois ne mange pas toujours à sa faim. S'attaquant au problème, Moisson Montréal offre des lunchs gratuits à près de 600 enfants inscrits à des camps de jour dans divers quartiers défavorisés de l'agglomération. «La faim ne prend pas de vacances», lance Johanne Thérault, directrice générale de l'organisme, à l'occasion d'une grande fête organisée jeudi dernier pour ces jeunes au parc Médéric-Martin, dans l'arrondissement Ville-Marie.

Depuis six ans, Moisson Montréal participe au programme «Alimenter le futur», créé par l'entreprise de restauration Sodexo. L'objectif: fournir des lunchs gratuits pendant l'été à des enfants bénéficiant de repas subventionnés au cours de l'année scolaire. Cet été, près de 18 000 lunchs seront distribués à quelque 600 jeunes inscrits à huit camps de jour dans les quartiers Hochelaga-Maisonneuve, Centre-Sud, Petite-Bourgogne et Petite-Patrie.

«On est très heureux de faire partie du projet. C'est un grand "plus" pour notre organisation», se réjouit Roland Barbier, directeur du Centre communautaire d'Hochelaga, qui organise le camp de jour «Les enfants

d'abord». Jovial et énergique, M. Barbier refuse qu'on pose un regard misérabiliste sur son quartier. «Tout le monde n'est pas pauvre», tient-il à souligner. Mais en même temps, il confie que son camp de jour offre aussi le petit-déjeuner aux jeunes affamés. «On tourne ça en jeu. Quand les enfants arrivent le matin, je leur demande, en montrant du doigt leur nombril, s'ils ont là un "petit trou".» Les jeunes rigolent mais presque à tout coup, ils ne se font pas prier pour manger.

40 %
de la clientèle

À l'automne 2004, le Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal a produit un rapport sur la pauvreté à Montréal. On y apprenait que 35 % des enfants montréalais vivent en milieu défavorisé.

Le 5 avril dernier, Diane de Courcy, présidente de la CSDM, signait d'ailleurs une lettre dans *Le Devoir*, où elle révélait que la CSDM sert quasi gratuitement chaque jour des repas complets ou des collations à plus du tiers de ses élèves, soit 26 000 jeunes.

Moisson Montréal estime que les enfants forment 40 % de sa clientèle. Chaque année, 130 000 personnes frappent à sa porte.

Cet été,
près de
18 000
lunchs
seront
distribués
à quelque
600 jeunes
inscrits à
huit camps
de jour

«Ce n'est que la pointe de l'iceberg», dit sa présidente. Selon une étude de l'Université de Montréal, seulement 20 % des gens dans le besoin font appel aux banques alimentaires. Diverses raisons expliqueraient cette situation, selon elle: fierté, méconnaissance des services, préjugés par rapport aux programmes de quartier. «C'est pourquoi on essaie d'ennoblir ce type d'assistance», signale-t-elle. Pour que les gens n'hésitent plus.

Comblant des besoins de base de la population, Moisson Montréal obtient pourtant peu d'argent des divers ordres de gouvernement. «C'est moins de 5 % de nos budgets. Ces subventions proviennent surtout de Québec et un peu de la Ville», souligne Mme Thérault.

La philanthropie
d'entreprise

Jane Cowell-Poitras, conseillère associée au développement

social et communautaire de la Ville de Montréal, a interrompu ses vacances pour être de la fête des enfants jeudi. La Ville ne finance pas le programme «Alimenter le futur» comme tel, mais donne un congé de taxes foncières à Moisson Montréal, comme à toutes les ONG. «Je suis là pour le soutien moral, reconnaît-elle. C'est merveilleux que ce programme existe car nos moyens sont très limités. La Ville reçoit cinq millions de Québec pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, mais ils sont vite dépensés», dit-elle, en ajoutant que tous les éléments de la société doivent collaborer.

Dans ces conditions, la philanthropie d'entreprise devient essentielle. Chez Sodexo, Marie-Line Beauchamp fait partie de la quarantaine de cadres et de professionnels qui participent bénévolement au programme «Alimenter le futur». Vice-présidente exécutive pour le Québec, elle se rappelle en riant la fois où on lui a demandé de faire 1000 petits sacs de carottes, manuellement, car l'emballage automatique était brisée. «Je n'ai plus mangé de carottes de la semaine, mais l'essentiel, c'est le sentiment d'accomplissement qui vient avec le fait de travailler pour les enfants.»



Une grande fête était organisée jeudi dernier par Moisson Montréal pour les jeunes défavorisés, au parc Médéric-Martin.

Montréal maintient la TPS fédérale à 7 %

NELSON WYATT

Des villes telles que Montréal et Toronto ont choisi de ne pas réduire la TPS dans leur tarification pour plutôt réinvestir la différence perçue, mais le fédéral ne le voit pas du même œil.

Depuis le 1^{er} juillet, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a réduit, conformément à sa promesse électorale, la taxe sur les produits et services de 7 à 6 %. Or, plutôt que de refaire toutes leurs grilles de tarifs, Toronto et Montréal ont choisi de prélever le nouveau taux, mais d'engranger le 1 % en trop pour le réinvestir dans les services.

Mais l'Agence du revenu du Canada stipule pour sa part que, si une municipalité ou une entreprise recueille la TPS à 7 %, elle doit verser les 7 % au fédéral.

«Certaines entreprises peuvent choisir de ne pas réduire le prix, a expliqué la porte-parole de l'agence, Jacqueline Couture. Le 1 % devient une augmentation du prix, sur lequel nous n'avons aucun contrôle.»

La Ville de Montréal a maintenu ses tarifs, a précisé un relationniste du maire Gerald Tremblay, Darren Becker. La question sera néanmoins débattue à l'examen du prochain budget, qui sera déposé en novembre.

«Pour l'instant, la mesure est considérée comme temporaire pour 2006», a-t-il commenté.

Il a nié le fait que la Ville volait ses citoyens en n'accordant pas la baisse de TPS dans ses tarifs. Selon lui, il serait irresponsable du point de vue fiscal de procéder autrement.

Il a rappelé les propos du maire selon lesquels la Ville devait se pencher sérieusement sur ses dépenses afin d'éviter un déficit possible de 400 millions de dollars.

«Les citoyens sont peut-être indignés, mais je ne pense pas qu'ils soient conscients du fait que toutes les mesures [...] nécessaires à l'ajustement de la TPS auraient coûté plus cher que ce qu'ils auraient épargné. Est-ce responsable? L'administration estime que non.»

Environ 185 000 \$ perçus en trop seront réinvestis dans les pistes cyclables et 65 000 \$ iront à l'amélioration du service à la clientèle dans les «museums nature» de Montréal.

Stuart Green, porte-parole du maire de Toronto David Miller, a quant à lui fait savoir que la municipalité facture la TPS à 6 % quand elle n'est pas incluse dans le tarif, mais n'ajustera pas immédiatement les prix arrondis des tarifs qui comprennent la TPS.

«Nous mettons en réserve la différence entre les deux taux dans le tarif fixe», a-t-il évoqué, en estimant à 130 000 \$ l'argent qui sera ainsi réinvesti dans des programmes municipaux. «L'an prochain, le tarif fixe sera révisé afin de diminuer le total.»

Cette option a été retenue puisque la réimpression des documents tels que le guide des parcs et activités récréatives aurait coûté 300 000 \$, a-t-il argué.

Presse canadienne



L'asphalte a littéralement fondu hier dans les rues de Givors, près de Lyon. Les températures d'hier après-midi atteignaient les 38 degrés sur le sud-est de la France et avoisinaient les 30 degrés dans les autres régions. L'alerte à la canicule a été étendue à près de la moitié du territoire français pour les jours à venir, poussant le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, à demander «une vigilance et une mobilisation encore renforcées».

La canicule, une preuve du réchauffement de la planète?

ROBIN POMEROY

Rome — Au moment où une grande partie de l'Europe et de l'Amérique du Nord étouffe sous une nouvelle canicule, se pose à nouveau l'épineuse question de la cause de cette vague de chaleur et de son lien avec la dynamique de réchauffement de la planète.

Ces températures sont-elles un phénomène climatique conjoncturel ou la preuve de dérèglements plus profonds?

La vague de chaleur a déjà fait une vingtaine de morts en France, où l'on craint une répétition de la canicule de 2003, qui avait tué 15 000 personnes en France et 20 000 en Italie.

De l'autre côté de l'Atlantique, on enregistre également des températures record dans plusieurs régions des États-Unis et du Canada. «Nous sommes en train de cuire», a déclaré Dennis Felten, de l'Institut météorologique américain.

La plupart des scientifiques s'accordent désormais sur le fait que la Terre est en train de se réchauffer et que cette tendance va s'accroître du fait de l'effet de serre provoqué par les émissions de certains gaz qui piègent la chaleur dans l'atmosphère. Mais beaucoup de chercheurs jugent qu'il ne faut pas tirer trop de conclusions d'un seul événement climatique.

«On ne peut bien sûr pas dire qu'un seul événement météorologique est le fait du réchauffement climatique, a expliqué Asher Timms du Centre Tyndall pour la recherche sur le réchauffement climatique, en Grande-Bretagne. Mais dans l'ensemble, notre système climatique est en train de changer.»

Seules les moyennes comptent

Les détracteurs de la théorie du réchauffement global, qui prévoient avec la hausse des températures une intensification des phénomènes climatiques extrêmes, mettent en cause l'emballage médiatique lors des vagues de chaleur.

«Il y a eu des périodes plus chaudes par le passé. Il y en aura d'autres à l'avenir», a déclaré Bill O'Keefe, membre de l'Institut George C. Marshall, un think-tank de Washington, et consultant proche de l'industrie pétrolière. «Si celle-ci durait longtemps, peut-être pourrions nous dire que l'activité humaine a un impact.»

Mais beaucoup de scientifiques sont désormais convaincus de l'existence d'une tendance lourde. Selon la NASA, 2005 a été l'année la plus chaude en 100 ans, sachant que les trois précédentes étaient déjà les plus chaudes depuis 1890.

Le Centre national américain de données climatiques a fait savoir que le premier semestre 2006 avait été le plus chaud depuis le début de ses relevés, en 1885.

«Les moyennes de la NASA pour la planète et les statistiques que nous réalisons sont beaucoup plus parlantes que l'observation des phénomènes extrêmes en Grande-Bretagne, en France ou en Italie, a dit Philip Jones, climatologue de l'université britannique d'East Anglia. Ce sont les moyennes qui comptent.»

«Dix des 12 dernières années ont été les plus chaudes depuis 1850. La température moyenne de la planète a grimpé de 0,7 degré depuis cette date et on s'attend à ce qu'elle progresse encore de deux à cinq degrés au cours du prochain siècle», a-t-il dit.

Davantage de canicules à l'avenir

Les sceptiques affirment que l'augmentation des températures au cours du siècle qui s'est écoulé n'a pas été provoquée par la libération de gaz à effet de serre liée à l'industrialisation de la planète, mais s'explique par le fait que l'on sortait d'une période froide connue comme «le petit âge glaciaire». Selon Jones, l'augmentation des températures au XX^e siècle a été trois fois plus forte que lors des autres siècles, signe qu'il ne s'agissait pas d'une tendance naturelle.

Si quelques étés chauds ne prouvent pas que le climat change, les vagues de chaleur seront en revanche inévitables en cas de réchauffement climatique. «Bien évidemment, a-t-il souligné, si le climat se réchauffe, les épisodes extrêmes sont de plus en plus sévères.»

Outre la hausse des températures, de plus en plus de signes illustrent ce réchauffement. On assiste notamment à une élévation du niveau des océans, provoquée d'une part par l'augmentation du volume d'eau lié à son réchauffement, et d'autre part par la fonte des glaciers de montagne. A en croire Jones, les océans s'élèvent en moyenne de 1,5 mm par an.

Les autres illustrations possibles du réchauffement de la planète sont l'augmentation de l'intensité des ouragans, la diminution de l'enneigement des massifs montagneux ou encore des modifications des régimes de précipitations.

Pour tenter de forger un consensus scientifique, l'ONU a chargé depuis 1988 le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de compiler les données sur la question. Ses conclusions ont une influence majeure sur les décisions politiques, car la question climatique fait l'objet d'un lobbying intense du fait de ses répercussions économiques et énergétiques. Membre du GIEC, le professeur Jones a refusé de dévoiler les conclusions du quatrième rapport du Groupe, attendu en 2007, mais il a laissé entendre qu'il abonderait totalement dans le sens de la théorie du changement climatique.

Reuters

Rencontre des premiers ministres provinciaux à Terre-Neuve

Un consensus sur le déséquilibre fiscal semble improbable

TARA BRAUTIGAM

Saint-Jean, T.-N.-L. — Les premiers ministres des provinces qui se réuniront cette semaine à Terre-Neuve-et-Labrador doivent s'entendre sur le déséquilibre fiscal, mais l'enjeu semble sans issue. Le premier ministre de la province hôte, Danny Williams, et son homologue ontarien Dalton McGuinty se sont dit être prêts à faire des compromis, la semaine dernière, au terme d'un tête-à-tête.

Mais il est loin d'être certain que les 13 dirigeants provinciaux et territoriaux conviendront d'une nouvelle formule de calcul de la péréquation au cours du sommet du Conseil de la fédération.

La péréquation permet à Ottawa de redistribuer des fonds aux provinces plus pauvres afin que les citoyens bénéficient de services publics comparables à la grandeur du pays.

Chacun des premiers ministres défend les intérêts de sa province, mais la pression monte: avec ou sans entente, le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a promis de déposer d'ici à l'automne un plan qui révisera le programme de 11 milliards de dollars.

À l'heure actuelle, Ottawa calcule la richesse fiscale de chaque province en fonction de ses revenus et fixe une norme à partir de la moyenne de cinq d'entre elles: le Québec, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.

Hormis l'Ontario, l'Alberta et la Saskatchewan, toutes les provinces se trouvent en deça de la norme et reçoivent donc des versements de péréquation. La plupart des provinces sont favorables à une norme calculée à partir de la moyenne des 10 provinces. En effet, les provinces plus pauvres recevraient alors plus d'argent.

Tous les chefs de gouvernement devront reconsidérer leur position, a soutenu M. Williams, qui a bâti sa réputation politique sur son inflexibilité dans les négociations avec le fédéral et les sociétés pétrolières.

«Obtenir le consensus ne sera pas

facile», a-t-il confié en entrevue. Il aurait préféré qu'Ottawa fasse connaître sa position avant le sommet estival.

Recommandation d'Ottawa

Le mois dernier, la publication d'un rapport commandé par le fédéral recommandait que la moitié des revenus des provinces tirés des ressources naturelles soient intégrés dans le calcul de la péréquation.

Le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, a dit qu'il allait s'y opposer «bec et ongles», tandis que M. Williams a dénoncé ce «cauchemar». Le premier ministre de la Saskatchewan, Lorne Calvert, refuse aussi cette proposition.

Une autre réunion du Conseil plus tôt cette année à Edmonton avait d'ailleurs abouti à un blocage, à tel point que la conférence de presse commune prévue à la conclusion avait été annulée.

Le chef de Queen's Park, Dalton McGuinty, s'oppose avec virulence à la hausse des versements de péréquation et a même fait une tournée pancanadienne pour rallier des partisans. L'Ontario demande «l'équité fiscale»: la province prétend payer des milliards de dollars en impôts fédéraux de plus que ce qu'elle retire en services. Le premier ministre a déploré que sa province ait assumé historiquement la plus grande part du fardeau de la formule actuelle.

Il a refusé de s'ouvrir aux accommodements possibles, mais il a suggéré que la bonification du programme par Ottawa puisse être un aspect de la solution.

«J'estime que le consensus surgira de là», a-t-il laissé entendre après son entretien avec M. Williams. Il demande que le fédéral rehausse ses versements par habitant, ce qui réduirait selon lui l'inéquité fiscale.

Mais le premier ministre du Québec, Jean Charest, soutient que l'Ontario a été le plus grand bénéficiaire de l'accroissement des prestations par habitant du fédéral depuis 1999.

Presse canadienne

EN BREF

Tabac: demande de sursis

L'Union des tenanciers de bars du Québec présentera demain une requête dans l'espoir d'obtenir une ordonnance de sursis de l'application de la Loi sur le tabac. Cette requête devait être déposée le 18 juillet dernier. Son dépôt a été retardé puisque l'organisation a dû traiter une grande quantité de données comptables. Selon le président de l'Union des tenanciers de bars, Peter Sergakis, les résultats financiers des tenanciers de bars et la Coupe du monde de soccer sont responsables de ce délai. — PC

La résidence de Guy Cloutier surveillée

Une agence de sécurité payée par la Ville de l'Estérel, dans les Laurentides, assure la surveillance de la résidence de l'ex-impresario Guy Cloutier, qui a recouvré sa liberté jeudi dernier. Le maire de l'Estérel, André Nadeau, explique que cette surveillance est nécessaire pour assurer la quiétude dans le voisinage de Guy Cloutier. Parallèlement, ce dernier a fait installer une large barrière et aménager une imposante haie de cèdres pour ne pas être observé de la voie publique. — PC

POLITIQUE

LIBAN

Le rythme des évacuations s'accélère

Ottawa tentait toujours hier de trouver un moyen de faire sortir du Sud-Liban les Canadiens qui ne peuvent se rendre à Beyrouth

ALEXANDRE SHIELDS

Les opérations de rapatriement de ressortissants canadiens encore en territoire libanais ont connu leur meilleure journée hier, avec le départ de 2488 personnes à bord de cinq navires en direction de Chypre et de la Turquie. Si le rythme des évacuations s'est accéléré, la situation est toujours difficile pour les personnes coincées dans le Sud-Liban, aucun plan précis n'ayant été décidé pour leur venir en aide.

Le gouvernement fédéral a rapidement contredit hier son ambassadeur au Liban, Louis de Lorimier, qui avait déclaré aux journalistes plus tôt que le Canada avait affrété un navire à destination de Tyr, dans la zone la plus dangereuse du Sud-Liban, pour recueillir les Canadiens. Dans un communiqué émis peu après, le ministre des Affaires étrangères affirmait que la déclaration de l'ambassadeur était «prématurée» et qu'aucun bateau n'allait être envoyé à Tyr aujourd'hui.

Selon la porte-parole du ministère, Kim Girtel, les gestionnaires tentaient toujours hier de trouver un moyen de faire sortir du Sud-Liban les Canadiens qui ne peuvent se rendre à Beyrouth, où l'embarquement se déroule. Les responsables fédéraux n'ont d'ailleurs aucune idée du nombre de Canadiens pris sous les tirs dans cette zone, a admis l'ambassadeur du Canada au Liban.

«Il est très difficile de répondre à cette question [sur le nombre], nous estimons qu'ils pourraient être nombreux, mais je ne peux vous donner de chiffres», a expliqué M. de Lorimier aux journalistes hier soir. «Les combats ont été si violents qu'il nous semble évident que beaucoup de personnes tentent de se sauver. Nous ne savons pas combien de gens se trouvent encore là-bas. Mais nous voulons nous assurer que nous pourrions les aider.»

Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, François Jubinville, a ajouté que «des efforts colossaux» ont été entrepris afin de venir en aide aux Canadiens coincés dans cette région du pays soumise à un intense pilonnage de la part de l'armée israélienne. Il n'a toutefois pas été en mesure de donner des exemples concrets d'actions mises de l'avant. Pour l'heure, «certains ont pu être évacués», a-t-il simplement dit, précisant que 88 personnes avaient pu quitter le Sud-Liban samedi.

Les opérations vont bon train

Par ailleurs, le départ de 2488 Canadiens hier a porté à 6700 le nombre de personnes qui ont pu quitter le Liban. Au cours des prochains jours, selon le ministère des Affaires étrangères, ce rythme de

vrait se maintenir. Ces chiffres prouvent que l'équipe d'évacuation canadienne, composée de diplomates et de militaires, a atteint son régime de croisière, selon l'ambassadeur en poste à Beyrouth. Mais elle a mis deux semaines à gagner ce rythme, tandis que les États-Unis et le Royaume-Uni peuvent déjà ralentir la cadence de leurs opérations.

Dans le centre canadien d'évacuation, situé à proximité du port de Beyrouth, des centaines de personnes épuisées attendaient toujours tranquillement l'embarquement, hier après-midi, en mangeant leur repas. Au crépuscule, la salle était vide. «Cela démontre que notre action est totalement fonctionnelle», a commenté M. de Lorimier. Les Canadiens en attente du départ ont été prévenus: le voyage de retour au pays pourrait durer jusqu'à 72 heures. Plusieurs se sont plaints des conditions du voyage en mer, et de l'attente avant l'embarquement.

Et il est encore trop tôt pour dire combien de temps prendra cette évacuation, en raison de l'imprécision qui persiste sur le nombre de Canadiens qui voudront quitter le territoire libanais. «Nous n'avons pas une idée très précise du nombre de personnes qui vont effectivement demander de revenir au Canada», a expliqué M. Jubinville, estimant que le nombre pourrait se situer autour de 32 000.

«Nous ne jouerons pas aux mathématiques ici», a affirmé M. de Lorimier. «Nous détenons des estimations qui dépassent les 40 000, mais cela ne veut pas dire qu'ils veulent tous partir. La décision est personnelle.» Il a ajouté que les évacuations allaient se poursuivre tant et aussi longtemps que des citoyens voudront partir. Les Canadiens constituent le plus important groupe d'étrangers vivant au Liban.

Les opérations sont ralenties par l'interdiction de poursuivre les rotations de nuit, en raison du couvre-feu imposé par Tsahal. «C'est l'armée israélienne qui fixe les conditions de circulation maritime», a lancé François Jubinville. Les autorités fédérales sont par ailleurs confiantes que les vols nolisés pour ramener les Canadiens au pays iront rondement. On prévoit que 1500 personnes s'envoleront de Chypre chaque jour et 2000 à partir de la Turquie, et ce, dès aujourd'hui.

Le plan d'accueil mis en place par Québec répond également bien à la demande, selon ses responsables. Depuis vendredi matin, dix avions qui se sont posés à Montréal avec à leur bord 1844 passagers. De ce nombre, 263 hommes, femmes et enfants ont eu recours aux services de la Croix-Rouge, incluant 211 personnes en transit.

Le Devoir
Avec la Presse canadienne



Une grande messe pour le Liban a été célébrée hier à la cathédrale maronite de Montréal, sur le boulevard Gouin, en présence de nombreux officiels et dignitaires civils et religieux. M^e Joseph Khoury, évêque maronite du Canada, assisté de M^e Ibrahim Ibrahim, évêque grec melkite du Canada, a célébré cette messe spéciale faisant suite à un appel lancé par le pape Benoît XVI pour une journée de prières en faveur du Liban.

Un cessez-le-feu unilatéral d'Israël n'est pas la solution, dit MacKay

Ottawa — Il faut commencer à utiliser la diplomatie dans la recherche de la paix au Liban, mais cela ne signifie pas un cessez-le-feu unilatéral d'Israël, affirme le ministre canadien des Affaires étrangères Peter MacKay.

Le ministre, qui s'exprimait hier sur les ondes de CTV, a refusé de joindre la voix du Canada à celles d'autres pays qui ont appelé l'État hébreu à contenir son offensive militaire dans la région.

Pour que les hostilités prennent fin, les deux parties devront d'abord s'entendre sur une solution qui fera en sorte qu'Israël ne subira pas à nouveau les attaques du Hezbollah, dont les troupes se servent du Liban comme base

d'opérations, a dit M. MacKay. «Un cessez-le-feu et un retour au statu quo constituent une victoire pour le Hezbollah, a prévenu M. MacKay. N'oublions pas qu'il s'agissait d'une attaque non provoquée de la part d'une organisation terroriste [...] Les discussions doivent mettre l'accent sur la disparition à long terme de la violence dans la région.»

Les propos du ministre sont conformes à l'opinion que maintient depuis le début de la crise le premier ministre Stephen Harper, suivant lequel le Hezbollah est coupable d'avoir déclenché la violence et un retrait unilatéral d'Israël ne résoudrait pas le problème.

Le gouvernement conservateur est la cible de critiques virulentes de la part de Canadiens arabes. Des milliers d'entre eux se sont rassemblés à Montréal, Toronto, Ottawa et ailleurs en fin de semaine dernière pour faire pression sur M. Harper afin qu'il modère sa position.

M. MacKay s'est montré très réservé, hier, sur la question de savoir si le Canada accepterait de participer à une éventuelle force de maintien de la paix susceptible d'être constituée sous les auspices de l'OTAN ou de l'ONU. Il a aussi indiqué qu'il n'avait pas encore décidé s'il pouvait contribuer au processus diplomatique en se rendant au Proche-Orient.

Pour le moment, a-t-il dit, il se préoccupe surtout de s'assurer que tous les Canadiens désireux de quitter le Liban puissent le faire. Hier, plus de 6500 ressortissants canadiens étaient sortis du Liban, mais un nombre encore plus grand de Canadiens s'y trouvaient toujours.

Le ministre n'a pas encore décidé s'il se rendrait au Proche-Orient.

Le ministre n'a pas encore décidé s'il se rendrait au Proche-Orient.

Le ministre n'a pas encore décidé s'il se rendrait au Proche-Orient.

Le ministre n'a pas encore décidé s'il se rendrait au Proche-Orient.

Presse canadienne

L'un des deux soldats canadiens morts samedi en Afghanistan était montréalais

Huit autres militaires ont été blessés lors de l'attaque

TERRY PEDWELL

Kandahar, Afghanistan — Les deux soldats canadiens tués lors d'une attaque suicide en Afghanistan, samedi, laissent le souvenir de professionnels mûrs tombés face à des «lâches».

Le caporal Francisco Gomez, 44 ans, originaire d'Edmonton, et le caporal Jason Warren, 29 ans, de Montréal, sont morts lorsqu'une voiture bourrée d'explosifs a sauté devant le véhicule blindé dans lequel ils prenaient place.

«Je connaissais les deux soldats», a affirmé hier leur commandant, le colonel Ian Hope. «Ils étaient très professionnels. Ils avaient beaucoup de maturité», a-t-il ajouté.

Huit autres militaires ont été blessés lors de l'attaque, survenue

quelque cinq kilomètres à l'ouest de Kandahar, alors qu'un convoi de Canadiens rentrait à la base aérienne de cette ville.

Les deux soldats auraient souhaité que leurs proches comprennent de quelle façon ils sont morts en tentant d'apporter la sécurité à la population vulnérable du sud de l'Afghanistan, a indiqué le colonel Hope en conférence de presse à Kandahar, où sont stationnées les troupes canadiennes déployées en Afghanistan.

«Ils voudraient que leurs familles, ils voudraient que leurs frères et sœurs d'armes sachent à quel genre d'opération ils prenaient part, a ajouté l'officier supérieur. Les succès que nous avons obtenus. Voilà le contexte dans lequel ils voudraient que l'on

se souvienne de leur sacrifice, je n'en doute pas.»

Les caporaux Gomez et Warren se trouvaient dans un véhicule blindé Bison, à l'arrière du convoi faisant route en direction de Kandahar, lorsque la voiture chargée d'explosifs est arrivée à leur hauteur et a explosé.

Les soldats canadiens rentreraient à leur base à la suite de deux semaines sur le terrain, lors desquelles ils ont combattu des insurgés talibans des douzaines de fois.

Il y a tout juste deux semaines, au début de cette même opération ayant pris fin samedi, un autre soldat canadien a également perdu la vie.

Le caporal Anthony Joseph Boneca, 21 ans, réserviste au sein du

Lake Superior Scottish Regiment basé à Thunder Bay, en Ontario, est mort lors d'un échange de coups de feu près du village de Pashmol, à l'ouest de Kandahar.

D'Ottawa, le gouvernement fédéral a publié un communiqué de Stephen Harper dans lequel le premier ministre offre ses «plus sincères condoléances aux familles et aux amis du caporal Gomez et du caporal Warren».

«Si nous sommes profondément attristés de leur décès, nous sommes toutefois fiers des membres des Forces canadiennes [...] qui mettent en péril leur sécurité personnelle pour continuer de défendre les valeurs canadiennes dans le monde», poursuit le communiqué.

Presse canadienne

EN BREF

Aide au liban

Toronto — Quatre organismes d'aide canadiens ont décidé de faire équipe afin de lever des fonds destinés à venir en aide aux personnes déplacées par le conflit au Liban. CARE Canada, Aide à l'enfance Canada, Oxfam Canada et Oxfam Québec ont constitué la «Coalition humanitaire», se joignant ainsi au nombre croissant d'organismes internationaux qui se portent au secours de la population libanaise. Les quatre organisations

sont déjà actives au Liban, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en Israël, en Jordanie ainsi qu'en Syrie. En s'unissant, elles espèrent rendre leurs dons plus efficaces. «Tellement d'organismes de charité se sont fait concurrence pour des dons, a affirmé Kevin McCort, vice-président senior des opérations chez CARE Canada. Si c'est un obstacle empêchant les gens de donner, nous devons éliminer cet obstacle.» La Coalition humanitaire canadienne espère obtenir deux millions de dollars en 15 jours, a indiqué M. McCort. — PC



Réginald HAMEL

GOTTSCHALK
(Louis-Moreau) et son temps (1829-1869)

Première biographie sur Gottschalk à paraître en français

660 pages - 30,40 \$

GUERIN, éditeur théo
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

ROLEX
SERVICE

POUR GARDER VOTRE ROLEX EN
PARFAIT ÉTAT DE FONCTIONNEMENT,
NOUS VOUS CONSEILLONS D'EFFECTUER UNE
RÉVISION COMPLÈTE TOUTS LES CINQ ANS.

Bijouterie
Gambard

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTRÉAL, CENTRE VILLE
(514) 866-3876

• LES ACTUALITÉS •

Les jésuites, multinationale de Dieu

La Compagnie de Jésus célèbre le 450^e anniversaire de la mort d'Ignace de Loyola

La Compagnie de Jésus, 450 ans après sa fondation, a essayé dans 150 pays. Ses 19 000 prêtres sont plus nombreux dans le Tiers-Monde qu'en Europe.

HENRI TINCQ

La légende noire des jésuites... On en a fait une armée de l'ombre. Sans doute à cause de leur nom — la «Compagnie» de Jésus — pourtant familier aux oreilles religieuses du XVI^e siècle, et de celui qui la dirige, le «général» — en fait le préposé général — en core appelé le «pape noir», élu à vie et souverain, comme le pape en blanc. Tout concourt à cette légende: la discipline de fer, la soumission à toute épreuve *perinde ac cadaver* («ainsi qu'un cadavre»), l'obéissance sans faille au pape, le rôle d'avant-garde armée dans l'éradication des hérésies protestante ou janséniste, la volonté d'influencer les élites bourgeoises dûment sélectionnées et encadrées dans des collèges de choc. Ajoutez la maigreur ascétique et le regard de braise!

En 2006, la Compagnie de Jésus balaye les stéréotypes et renoue avec le génie et le radicalisme de ses fondateurs. Elle célèbre le 450^e anniversaire de la mort d'Ignace de Loyola (1491-1556), un aristocrate basque converti, et la naissance, il y a 500 ans, de ses deux premiers compagnons: un Savoyard, Pierre Favre (1506-1546), et un Navarrais, Francisco de Azpilcueta y Xavier, futur saint François Xavier (1506-1552).

Ce sont des illuminés (*alumbados*): ils s'appellent «amis dans le Seigneur», fondent à Paris un ordre qui, en 1534, ne ressemble à rien, ni monastique (benédicte), ni mendiant (franciscain, dominicain). Ils se lient par les vœux traditionnels — obéissance, pauvreté, chasteté — mais se veulent aussi dans le monde, s'inventent même un «quatrième vœu», celui de la fidélité au pape à une époque où, à Rome, règnent les Borgia dans une atmosphère de vice et de népotisme.

Les jésuites se sont donnés pour mission de traquer les situations d'injustice et de conflit et d'aller au contact des cultures locales

De l'intuition

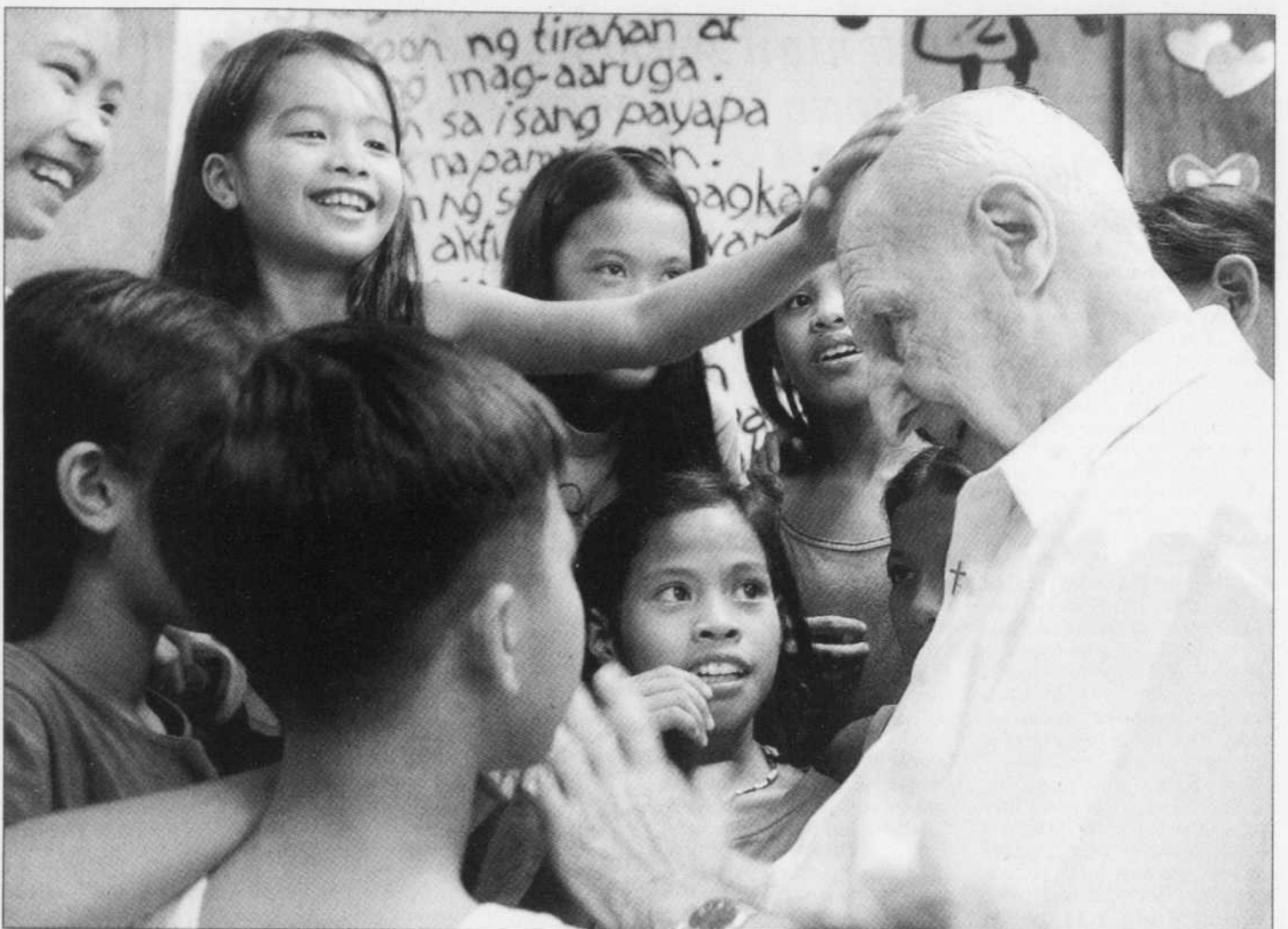
Mais ces fous de Dieu, aventuriers qui vont collectionner les ennuis avec la Sainte Inquisition, sentent que le monde bouge: la Renaissance, les découvertes, le développement des villes et de l'éducation. La conquête de l'Amérique en 1492 — Loyola est né un an plus tôt —, l'ouverture de la route du Cap, l'accès par mer à l'Extrême-Orient sont des chances inouïes.

Dès 1542, François Xavier débarque en Inde, à Goya, et poursuivra sa route en Indonésie, au Japon, avant de mourir en 1554 devant les côtes chinoises. Matteo Ricci (1552-1610) reprend son héritage dans la Chine des Ming en 1601. Cinq ans plus tard, c'est Roberto da Nobili qui, à son tour, accoste en Inde. Ces premiers jésuites ont une idée fixe, dit l'historien Philippe Lécivain: «Pour annoncer le salut aux populations autochtones, il faut tenir compte de leur humanité, de leur culture, de leurs langues et de leurs rites.»

Da Nobili apprend le tamoul, le sanscrit, s'initie à l'hindouïsme, s'habille en brahmane, est fasciné par les spiritualités indiennes. Il baptise les convertis à la foi chrétienne, mais n'exige pas l'abandon des usages locaux. En Chine, Ricci fait mieux: il rédige un catéchisme en chinois, en mandchou, en coréen, en japonais. On le prend pour un nouveau Confucius. Il tente d'expliquer la création divine du monde, l'immortalité de l'âme, l'existence d'un paradis et d'un enfer. Quand il meurt à Pékin en 1610, la Chine compte 2000 chrétiens convertis. À la fin du XVII^e, ils sont 150 000. Aujourd'hui, les chrétiens sont 30 millions en Chine populaire.

Intuition confirmée

«Avec la mondialisation, le brassage des cultures et des religions, on assiste en 2006 à un basculement identique à celui de l'époque d'Ignace de Loyola», assure Jean-Yves Cal-



Le père jésuite Pierre Trit en compagnie d'élèves de l'école Sabana, dans les bidonvilles de Manille, qu'il a fondée il y a une trentaine d'années pour venir en aide aux enfants démunis de la capitale des Philippines.

vez, ancien «provincial» de France. Selon lui, l'intuition cinq fois centenaire des premiers jésuites reste neuve: le goût de l'universel, la priorité à la formation, le lien entre l'action et la contemplation, entre l'attention à Dieu et le souci des hommes, entre une indépendance jalousement défendue, une extrême liberté d'engagement et un attachement quasi militaire à la hiérarchie romaine. Jamais, en cinq siècles, les jésuites — 19 000 dans 150 pays — n'auraient été aussi nombreux et répartis sur toute la surface du globe. Ils ont changé d'hémisphère et de... couleur. Ils sont 4000 en Inde et au Sri Lanka, 3000 en Amérique centrale et latine, 3000 aux États-Unis, 1500 en Afrique, 6500 en Europe. Les entrées dans

les noviciats sont plus nombreuses en Asie — près de la moitié des «scolastiques» de 2005 — et en Amérique du Sud qu'en Europe.

La Compagnie reste intellectuellement puissante aux États-Unis (les grandes universités de Georgetown à Washington ou Fordham à New York), en Europe, mais elle explose numériquement dans le Tiers-Monde. À Paris, à la faculté de philosophie et de théologie des jésuites (Centre Sèvres), 80 jeunes en formation sont originaires d'une trentaine de pays.

Comme un bonsoir

Suyt Trinh, un jeune Nord-Vietnamien, pèse chaque mot pour expliquer son entrée dans la Compagnie de Jésus: son enfance dans un pays communiste, des parents «formatés» par l'athéisme d'État, des églises privées de prêtres, une foi associée au colonialisme français. Il fut le premier chrétien de son village du Nord — dont il veut taire le nom — à avoir pu entrer à l'université. «Pas une seule fois, je n'avais entendu parler des jésuites autrement qu'en termes négatifs», dit-il. Suyt Trinh retournera en Asie où «l'Église ressemble à un bonsoir. Elle est plantée depuis longtemps. Elle ne pousse pas vite, mais elle grandit.»

Roman Guridi, un Chilien de 30 ans, a découvert la Compagnie grâce aux «Foyers du Christ» — accueil de sans-abri, lutte contre la drogue, soutien scolaire dans les bidonvilles — créés par le jésuite Alberto Hurtado, un mystique que le jour de sa canonisation à Rome, le 23 octobre 2005, le président Ricardo Lagos a qualifié de «père de la patrie». «Pendant longtemps, les jésuites ont traîné l'étiquette de communistes», se souvient Roman, désireux de retourner dans son pays pour se battre contre les situations d'extrême pauvreté.

Autre continent, autre défi: le sida en Afrique. Elphège Quenum, un Béninois de 31 ans, s'apprête, lui, à rejoindre Nairobi au Kenya,

où a été créé, en 2002, l'African Jesuit Aids Network (AJAN), qui collabore avec d'autres ONG plus facilement qu'avec les gouvernements, car «le sida passe mal dans les discours officiels en Afrique», dit-il. Sa vocation de jésuite vient de cet enracinement africain: «J'avais une image fautive des jésuites. Je les croyais loin du peuple. Or ils sont dans le peuple. Ils vont là où les autres ne vont pas, dans les villages les plus reculés où ils cherchent non pas à imposer des schémas tout faits, mais à parler les langues, à comprendre les coutumes.»

Justice sociale d'abord

Traquer les situations d'injustice et de conflit, aller au contact des cultures locales, «aider les âmes» sur les routes du monde: c'est en 1974 que les jésuites, lors de leur 32^e congrégation à Rome, à l'instigation de leur «général» Pedro Arrupe (1907-1991), basque comme Loyola, ancien missionnaire au Japon, adoptent le «décret 4»: option première pour la justice sociale, priorité à ceux qui n'ont ni maison, ni papiers, ni patrie.

Le jeu de piste reste le même: d'abord, ouvrir des collèges et des universités. Les jésuites dirigent une vingtaine d'établissements en Inde, dont le collège Loyola de Madras, qui accueillent une majorité de jeunes de basses castes. Ou, en plein cœur de Tokyo, l'université Sophia, créée en 1908, qui a reçu 22 000 candidatures en 2005. À Macao et à Taipei, l'institut Matteo-Ricci est un lieu de rencontre entre intellectuels chinois et occidentaux. À Taiwan aussi, un jésuite français, Benoît Vermander, peint sous les conseils du maître chinois Li Jinyuan, organise des expositions, et lance la revue *Renlai*, sur le modèle de la revue *Études* en France.

Le prix de l'engagement

Le jeu de piste se poursuit dans les zones désertées des mégapoles d'Afrique, d'Asie, d'Amé-

rique latine. Au nom d'une théologie de la libération suspecte à Rome, les jésuites paient leur engagement en Amérique centrale: six d'entre eux ont été assassinés au Salvador en 1989, à l'Université centra-méricaine. Ils comptent des morts aussi au Liban. Ils sont à Sarajevo pendant la guerre, en Irlande pour désarmer les milices, en Colombie dans les zones tampons entre forces gouvernementales et combattants des FARC.

Dans le Kerala et le Tamil Nadu (sud de l'Inde), ils se forment pour devenir avocats et sociologues et, à l'image du père Pierre Ceyrac, vivent auprès des *adivasi* (populations tribales) et militent pour la défense des droits des *dalits* (intouchables). Mais le réseau le plus actif aujourd'hui est le Jesuit Refugees Service (JRS), présent dans les camps du Cambodge et de Thaïlande, au Darfour, au Rwanda et au Burundi.

Les jésuites sont moins dociles qu'il n'y paraît. En 1979, à peine élu, le pape Jean-Paul II demande à la Compagnie de remédier à ses «déficiences déplorables»: manquements à la discipline de la vie religieuse, critiques du magistère doctrinal de Rome. Alors, des jésuites claquent la porte et prennent des engagements politiques, surtout aux États-Unis. Au Nicaragua, un Fernando Cardenal préfère quitter la Compagnie plutôt que le gouvernement sandiniste... Fait sans précédent depuis quatre siècles, le père général Arrupe menace de démissionner, mais le pape lui demande de surseoir. Puis il est frappé en 1981 par une maladie cérébrale.

En 2006, la relation avec Rome s'est apaisée, la légende noire des jésuites s'est presque éteinte, les relèves se préparent et si le prochain «général» qui, en 2008, succédera à Peter-Hans Kolvenbach — un Néerlandais élu en 1983 et démissionnaire — est un indien, personne ne s'en étonnera.

Le Monde



SOURCE ARCHIVES NATIONALES DU CANADA

Illustration accompagnant les Relations des jésuites, sur leurs missions en Nouvelle-France.

CIVILS

SUIVE DE LA PAGE 1

L'acheminement de l'aide humanitaire est hypothéqué par la poursuite des raids israéliens sur les routes et la destruction des ponts.

La poursuite de l'évacuation des étrangers par mer a allégé le blocus maritime et les navires de guerre israéliens croisant au large de Beyrouth, d'où ils avaient bombardé la banlieue sud de Beyrouth, semblent avoir suspendu leurs tirs.

Samedi, M. Egeland, qui a critiqué une riposte israélienne «disproportionnée», avait déclaré depuis Chypre que le Liban est en proie à une crise humanitaire «majeure».

Frappes insensées

D'autre part, la ministre française de la Défense, Michèle Alliot-Marie, présente hier à Chypre où quelque 1500 ressortissants français ont été évacués du Liban, s'est interrogée sur le «sens» de certaines frappes me-

nées par l'armée israélienne dans le pays du Cèdre.

«Il est évident qu'il y a eu un certain nombre de frappes dont on ne voit pas exactement le sens, a-t-elle observé, interrogée à Larnaca par France-Info. On ne peut pas demander à l'armée nationale libanaise de désarmer des milices et, dans le même temps, bombarder les principales casernes libanaises. On ne voit pas quel est le sens non plus des frappes sur des usines qui fabriquent de la poudre de lait pour les enfants.»

Dans ce contexte de guerre ouverte entre Israël et le Hezbollah libanais, Mme Alliot-Marie s'est déclarée «extrêmement préoccupée de ce qui se passe, préoccupée pour le Liban et pour les Libanais».

«Il y a des populations civiles qui souffrent beaucoup aujourd'hui. Et plus il y a de morts d'un côté et de l'autre, plus la fin de crise est nécessaire, a-t-elle ajouté. C'est la raison pour laquelle nous appelons à l'arrêt des violences.»

Agence France-Presse et Associated Press

Étude contestée

Plus de 20 % des fruits et légumes vendus au Canada présentent des traces de pesticides

COLIN PERKEL

Toronto — Plus de 20 % des fruits et légumes contrôlés par le gouvernement fédéral et vendus au Canada présentent des traces de contamination aux pesticides, indiquent les plus récentes données. Mais selon des manufacturiers de ces produits chimiques, les chiffres prouvent que les consommateurs n'ont pas de raison de s'inquiéter.

Dans l'analyse qui devait être dévoilée aujourd'hui, et dont les résultats sont vigoureusement contestés par les environnementalistes et certains experts en santé, l'organisme CropLife Canada, une association canadienne de fabricants et de distributeurs de produits chimiques pour l'agriculture, affirme que les consommateurs n'ont rien à craindre parce

que, dans presque tous les cas, les quantités de pesticides retrouvées sur les aliments se situent nettement en deçà des limites de sécurité fixées par Santé Canada.

À peine une fraction des aliments vérifiés par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) montraient un degré de contamination supérieur aux limites maximales des résidus, et les aliments frais cultivés au pays obtiennent de meilleurs résultats que les denrées importées.

«Les gens pensent que les aliments qu'ils achètent, à moins de choisir des produits biologiques, sont bourrés de pesticides», remarque Peter MacLeod, le directeur exécutif de CropLife Canada. La vérité, c'est que ce n'est pas le cas.»

En 2004-2005, les inspections fédérales ont révélé la présence de

résidus chimiques dans un peu plus de 22 % des produits frais, tant canadiens qu'importés, mais à des niveaux inférieurs aux limites maximales des résidus, conclut l'analyse. Seulement 0,65 % des produits frais canadiens et 1,1 % des produits frais importés de l'étranger excédaient ces niveaux.

Ce qui est important, affirme M. MacLeod, c'est que même lorsqu'on décelait la présence de résidus, il s'agissait de quantités minuscules — de l'ordre de parties par million, ou encore moins.

Les environnementalistes et les experts en santé reconnaissent qu'il s'agit de quantités infimes, mais disent qu'il est impossible d'affirmer hors de tout doute qu'ils ne représentent aucun danger pour la santé — surtout dans le cas des enfants.

Certains spécialistes craignent que les substances chimiques ne soient dangereuses à n'importe quelle dose, que plusieurs normes en matière de sécurité soient dépassées et qu'Ottawa ne fasse pas de test de dépistage pour la totalité des produits chimiques en usage.

Ils s'inquiètent aussi des interactions entre les produits polluants dans l'organisme humain et de leurs effets sur la santé, explique Sarah Winterton du groupe Environnemental Defence. «Nous ne savons pas vraiment quel est l'impact de l'exposition à de faibles doses sur la santé, particulièrement dans un contexte où nous sommes exposés chimiquement à plusieurs composés chimiquement différents.»

Presse canadienne

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

Le prix de la guerre

Alors que continue de s'alourdir le bilan des vies volées et brisées au Liban et en Israël, les sonnettes des tiroirs-caisses résonnent. Comment ça coûte, une guerre, quand elle débarque chez vous? Provoque-t-elle un retard économique irrécupérable ou annonce-t-elle une fabuleuse période de reconstruction?

Ce devait être la meilleure année touristique que le Liban ait connue depuis 1974. On attendait le chiffre record de 1,6 million de visiteurs et des recettes totalisant un milliard de dollars. À la place, ce sont des bombes qui sont venues, des tas de bombes. Et les hôtels qui affichaient «complet» jusqu'en septembre se sont vidés d'un coup.

Les dommages économiques infligés jusqu'à présent au petit pays de 3,6 millions d'habitants sont toutefois d'ores et déjà beaucoup plus élevés. La facture totale des édifices démolis, de l'aéroport détruit, des centrales électriques écabouillées, des tours de télécommunications abattues, des usines bousillées, des ponts effondrés et des routes éventrées, était évaluée entre 1,5 et trois milliards la semaine dernière, pour une économie nationale dont le PIB fait à peine 20 milliards. Établies avant l'attaque à 5 %, les perspectives de croissance économique pour cette année ont, pour le moment, été coupées de moitié.

Synonyme pendant 25 ans de guerre civile, avant de devenir le symbole de la patiente reconstruction d'un pays surnommé autrefois la «Suisse du Moyen-Orient», la capitale, Beyrouth, est de nouveau ravagée. Son centre-ville, rebâti à coup de milliards ces dix dernières années, et hier encore bourdonnant d'activités, a des allures de ville fantôme.

Le Liban n'est pas le seul à perdre ses touristes, la peur les a pris aussi en Israël. Le petit pays de 6,7 millions d'habitants a toutefois des soucis plus urgents depuis qu'il pleut des roquettes du Hezbollah sur son cœur industriel et premier port du pays, la ville d'Haïfa. S'y concentrent, notamment, les raffineries pétrolières et l'industrie chimique du pays. Il suffirait qu'une roquette y tombe pour que cela tourne à la catastrophe.

L'impact à long terme sur le tourisme, le volume des investissements et l'ensemble de l'activité économique dépendra de la durée et de l'ampleur que prendra le conflit. On prévoyait, là aussi, un taux de croissance économique impressionnant de 5 % cette année. Le déclenchement, en 2000, de la deuxième intifada avait plongé le pays dans trois années de forte récession. On sait déjà, en tout cas, que la réduction des dépenses militaires prévues cette année n'aura pas lieu et qu'il faudra couper, à la place, dans les budgets sociaux.

La nouvelle devrait faire plaisir aux marchands d'armes américains, leurs principaux fournisseurs. La facture de leur dernière livraison de 102 exemplaires de la nouvelle version du chasseur F-16I totalisait la coquette somme de 4,2 milliards. Il faut dire que l'on reçoit un sérieux coup de pouce du grand frère américain qui donne en moyenne chaque année deux milliards en aide, dont les deux tiers en assistance militaire.

Les États-Unis se seraient quand même bien passés de ce nouvel objet de perturbation au Moyen-Orient, ne serait-ce que pour ne pas aggraver la flamme des prix de l'énergie. Selon les analystes, il suffirait que la situation se dégrade encore un peu pour que le pétrole le passe, ce cap étourdissant des 100 \$ le baril.

Remarque, la nouvelle n'attristerait pas outre mesure le Canada, ou plutôt ses producteurs de pétrole et de gaz. Les marchés ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, la valeur du dollar canadien ayant monté en même temps que la tension entre Israël et le Liban.

La situation devrait, selon la même logique, normalement faire l'affaire aussi des pétromonarchies du golfe Persique. Ce n'est pourtant pas le cas. Tellement pas, en fait, que l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Jordanie et plusieurs autres sont même allés, fait inusité, jusqu'à reprocher aux intégristes musulmans du Hezbollah d'avoir provoqué Israël. Il faut dire qu'ils s'inquiètent de l'influence grandissante dans la région de celui qui les finance, l'Iran. Mais il faut savoir aussi que c'est eux qui ont le plus investi dans la reconstruction du Liban et qu'ils voient aujourd'hui leurs placements partir en fumée.

Pas de problème

Pour le reste, les grandes places boursières internationales ne semblent pas trop s'en faire. La crise apparaît, pour le moment, relativement circonscrite et ne devrait pas trop affecter les performances des principales entreprises du monde développé.

Et puis, l'expérience a enseigné que les grandes crises géopolitiques n'ont finalement pas tellement d'impact sur la valeur des actions. De Pearl Harbor à la guerre en Irak, en passant par la prise des missiles cubains et le 11-Septembre, les pertes enregistrées dans les premiers jours ont été rapidement effacées dans les mois qui ont suivi.

Il paraît même que si l'on se donnait suffisamment de perspective, on verrait que les pays sur lesquels tombent des bombes finissent par en effacer toute trace économique. De nombreuses recherches auraient en effet établi que le fait d'avoir subi une guerre n'inflige aucun retard significatif au développement économique à long terme d'un pays, et que des villes européennes ou japonaises de la Seconde Guerre mondiale aux zones dévastées durant la guerre du Vietnam, on ne percevait, après un délai de 15 à 20 ans, aucun impact sur le taux de pauvreté, le niveau de consommation, la qualité des infrastructures, le degré d'alphabétisation ou la densité de population.

Encore faut-il, si cela est vrai, que la guerre cesse un jour. Que le conflit ne tourne pas à la guerre civile ou au chaos.

Mais plus important encore, pour arriver à une telle conclusion, il faut accepter de ne considérer que l'aspect économique des choses. Il ne faut pas tenir compte des morts, des blessés, des familles et des vies brisées, de la peine, de la peur, de la haine et de l'horreur de la guerre. C'est dire si l'économie et la vie ne suivent pas toujours les mêmes chemins.

Un quart des sociétés américaines auraient triché sur les stock-options

Plusieurs ont profité du 11-Septembre, alors que les cours étaient bas

ERIC LESER

New York — Les États-Unis pourraient connaître un nouveau scandale financier de grande ampleur. Selon une étude réalisée par les professeurs Erik Lie (Université de l'Iowa) et Randall Heron (Université de l'Indiana), plus de 2000 entreprises américaines auraient manipulé les dates d'attribution de stock-options à leurs dirigeants pour permettre à ceux-ci de gagner encore plus d'argent.

Les stock-options sont des options permettant d'acheter des actions d'une société à un cours fixé lors de leur attribution. Selon l'analyse statistique des professeurs Lie et Heron, 29,2 % des sociétés étudiées ont antidaté les dates de remises de stock-options entre 1996 et 2005 pour les faire coïncider avec des périodes où la valeur des actions était faible.

Les deux professeurs ont étudié 39 888 attributions à des dirigeants et cadres supérieurs de 7774 sociétés entre le 1^{er} janvier 1996 et le 1^{er} décembre 2005. Leurs conclusions sont construites sur l'analyse des évolutions des cours par rapport aux indices boursiers après la remise des options d'achat. «La moitié devrait être positive et l'autre négative. C'est logique», explique M. Lie. Mais l'étude révèle que l'évolution des cours est très souvent positive. Il n'est pas possible que ce soit le hasard. Il y a eu manipulation.

Son étude conclut qu'avant le 29 août 2002, 23 % des attributions non prévues ont été antidatées. À partir de cette date, la SEC (Securities and Exchange Commission), l'autorité américaine des marchés, a contraint les dirigeants à annoncer avoir reçu des stock-options dans un délai de deux jours. Mais un grand nombre de sociétés ont tout simplement ignoré ces règles et 10 % d'entre elles ont continué à manipuler leurs stock-options avec la complicité de leurs commissaires aux comptes.

Une enquête réalisée par le *Wall Street Journal* et publiée le samedi 15 juillet montre qu'au lendemain des attaques du 11 septembre et d'une baisse brutale alors des cours à Wall Street, plus de 186 sociétés parmi les plus grandes se sont empressées d'attribuer des stock-options à leurs dirigeants dont Home Depot, Black & Decker, Merrill Lynch ou Teradyne.

Ce n'est pas illégal, mais «agir aussi vite après une tragédie nationale illustre la volonté de certaines sociétés de saisir toutes les occasions pour enrichir leurs dirigeants», écrit le *Wall Street Journal*.

Le 13 juillet, le procureur fédéral de San Francisco a annoncé la création d'une force spéciale pour enquêter sur les manipulations d'options, qui ont été particulièrement nombreuses dans la Silicon Valley à la fin des années 1990 au moment de la bulle Internet. L'étude de M. Lie et Heron montre que les abus ont été plus fréquents dans les groupes de haute technologie.

Jusqu'à aujourd'hui, plus de 60 entreprises ont révélé faire l'objet d'enquêtes du gouvernement, être poursuivies par des investisseurs ou avoir ouvert des enquêtes internes sur les dates de remises de stock-options. On trouve notamment Apple Computer, CNet et Juniper Networks. Les amendes pourraient se chiffrer en centaines de millions de dollars.

Damon Silvers, avocat de la Fédération américaine du travail (American Federation of Labor), dont les membres détiennent plus de 400 milliards de dollars de fonds de pension syndicaux, souligne «qu'une intervention de la SEC est attendue depuis longtemps». Son organisation a demandé en juin à l'autorité des marchés de contraindre les entreprises à révéler toutes les attributions de stock-options antidatées et à rendre publiques les mesures mises en place pour éviter que cela ne se reproduise.

Le Monde



IRAD RICKERBY REUTERS

Au lendemain des attaques du 11-Septembre et d'une baisse brutale alors des cours à Wall Street, pas moins de 186 sociétés parmi les plus grandes se sont empressées d'attribuer des stock-options. Le geste n'est pas illégal, mais soulève de sérieux doutes.

Reyes et Jensen, les premiers inculpés du scandale

San Francisco, États-Unis — L'ex-p.d.g. du groupe américain de matériel de télécommunications Brocade, Gregory Reyes, a été inculpé ainsi que l'ancienne vice-présidente du groupe Stéphanie Jensen pour avoir antidaté illégalement des stock-options, ont annoncé jeudi dernier les autorités judiciaires de Californie.

Il s'agit des premières inculpations prononcées dans ce scandale qui secoue les entreprises américaines depuis plusieurs mois.

«Cette manœuvre d'antidatage a contraint à corriger les résultats financiers de Brocade pour des montants atteignant des centaines de millions de dollars», a souligné le procureur fédéral Kevin Ryan, cité dans un communiqué annonçant ces deux inculpations à San Francisco.

La Commission des opérations de bourses américaine (SEC) a

ouvert une enquête et est partie prenante aux deux inculpations annoncées jeudi.

Gregory Reyes, 43 ans, et Stéphanie Jensen, 48 ans, ont, selon les chefs d'accusation, fait en sorte que Brocade accorde des stock-options à ses dirigeants datées de manière à ce qu'ils puissent les revendre avec le profit le plus élevé possible. L'ancien directeur financier de Brocade, Antonio Canova, est également nommée dans la plainte mais n'a été inculpé qu'au civil. Il aurait été au courant du procédé mais n'aurait rien fait pour avertir les actionnaires du groupe.

«L'antidatage illégal de stock-options dont il est question dans cette affaire a donné aux accusés un avantage déloyal et a trompé les investisseurs», a affirmé Arthur Balizan, un agent du FBI, chargé de l'enquête.

Les entreprises visées par l'enquête de la SEC auraient antidaté la date de distribution des titres pour la faire coïncider avec le moment exact où le cours était le plus bas en Bourse pour permettre aux dirigeants d'engranger un profit maximum le jour de la vente.

Si cette pratique n'est pas soi-disant illégale, elle doit être clairement annoncée aux actionnaires et intégrée dans les comptes ce que n'auraient pas fait les entreprises visées. Brocade avait notamment été contrainte de recalculer ses résultats financiers pour la période 1999-2004 pour prendre en compte l'effet de la distribution antidatée des stock-options.

Gregory Reyes avait quitté son poste de p.d.g. de Brocade en janvier 2005. Il dirigeait le groupe depuis 1998.

Agence France-Presse

La CNUCED dénonce «une croissance sans emplois» dans les pays les plus pauvres

ALAIN FAUJAS

Les cinquante pays les plus pauvres du monde ne parviendront pas à se développer, s'ils ne créent pas — et si on ne les aide pas à créer — des capacités de production et des emplois. Tel est le message du *Rapport sur les pays les moins avancés (PMA) 2006* publié, jeudi dernier, par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Ce rapport prend à contre-pied l'optimisme en vogue qui se félicite du fort taux de croissance de 5,9 % atteint par les PMA en 2004, de leurs recettes d'exportations record (57,8 milliards de dollars), de leurs investissements étrangers non moins record (10,7 milliards) et du niveau élevé de l'aide internationale reçue (24,9 milliards).

La CNUCED rétorque que cette croissance est trop fragile. Elle ne se traduit pas par une réduction de la pauvreté; elle est dépendante du cours des matières premières et des conditions climatiques; surtout, il s'agit d'une «croissance sans emplois».

L'aide internationale a délaissé les infrastructures et s'est focalisée sur l'éducation et la santé. «On a jeté les bases d'un État-providence sans les fondements

d'une économie productive», commente Habib Ouane, directeur de la division sur les PMA. On a oublié que l'outil le plus important pour réduire la pauvreté était la création d'emplois.

Comme la Banque mondiale, la CNUCED appelle les gouvernements et les organismes à privilégier les infrastructures (routes, électricité, télécoms). Mais il faut aussi, dit-elle, combler le vide existant entre le secteur informel et les filiales des entreprises étrangères avec des PME capables d'assimiler les technologies étrangères et de créer des emplois pérennes.

Pour se prémunir contre le retournement des marchés, elle remet au goût du jour un vieux précepte des années 1970: la transformation sur place des matières premières. À une Afrique de l'Ouest qui exporte 99 % de son coton brut, elle cite en exemple le secteur textile du Lesotho.

Pour ralentir l'exode rural et créer une épargne locale, elle préconise de renforcer l'agriculture par une amélioration de sa productivité, de façon à amorcer un «cercle vertueux» sur le modèle de ce qui se met en place au Bangladesh.

La CNUCED égratigne le Fonds monétaire international (FMI) et la

Banque mondiale, qui ont obligé les PMA à une ouverture maximale à la concurrence, en les empêchant d'affronter celle-ci par des programmes d'ajustements structurels qui leur interdisaient d'importer les machines pouvant améliorer leur compétitivité.

«La solidarité internationale doit se concentrer sur la création de capacités de production», a conclu M. Ouane. Ne serait-ce que pour fixer les populations et éviter des émigrations catastrophiques.

Le Monde

LOTTO QUÉBEC		Résultats des tirages du: 2006-07-22	
649	02 06 09 20 43 44	46 compt.	02 09 15 28 33 40
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
6/6	1 4 033 266,00 \$	6/6	0 1 000 000,00 \$
5/6+	2 144 045,20 \$	5/6+	0 50 000,00 \$
5/6	106 2 245,10 \$	5/6	16 500,00 \$
4/6	6 831 68,00 \$	4/6	898 50,00 \$
3/6	128 627 10,00 \$	3/6	16 361 5,00 \$
2/6+	76 736 5,00 \$	Ventes totales	470 406,00 \$
Ventes totales	14 213 228 \$	Extra	1964201 500 000 \$*
Prochain gros lot (approx.)	4 000 000 \$	*décomposable dans les deux sens	
LOTTO QUÉBEC		Résultats des tirages du: 2006-07-21	
SUPER 7	10 11 15 26 28 31 39	34 compt.	7/7
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
7/7	0 2 500 000,00 \$	6/7+	1 140 985,10 \$
6/7+	6 104,90 \$	6/7	66 2 136,10 \$
5/7	4 569 104,90 \$	5/7	4 569 104,90 \$
4/7	99 128 10,00 \$	3/7+	90 180 10,00 \$
3/7	829 739 Participation gratuite	3/7	829 739 Participation gratuite
Extra	5271382 500 000 \$*	Prochain gros lot (approx.)	5 000 000 \$
*décomposable dans les deux sens		Ventes totales	12 132 326 \$
Extra NOUVEAU! GROS LOT DE 500 000 \$			

ÉDITORIAL

Une conscience encore en devenir

Les Saguenéens ont ces derniers jours souligné non sans une certaine fierté le 10^e anniversaire du drame que fut ce qu'on a appelé le déluge du Saguenay. Leur fierté tenait à ce qu'ils avaient su en effacer les traces grâce à une détermination et à une solidarité exemplaires. Cet anniversaire permet de se rappeler que l'homme a de plus en plus une part de responsabilité lorsque surviennent des désastres naturels.

Le nombre de catastrophes naturelles — ce n'est pas une simple vue de l'esprit — augmente, et leurs effets sont de plus en plus importants. En 1970, on en avait recensé 78 qui pouvaient être qualifiées de majeures. Elles avaient touché 80 millions de personnes et occasionné pour 10 milliards \$US de dégâts. En 2004, on en a dénombré 384 qui avaient affecté 200 millions de personnes et entraîné des pertes de 50 milliards \$US. Moises Naim, rédacteur en chef de la revue américaine *Foreign Policy*, qui citait ces chiffres dans un article paru en début d'année dans *Le Monde*, signalait que l'on s'attendait à un bilan encore plus noir pour 2005.

Depuis 10 ans, le Québec a eu sa part dans ce lot de catastrophes. Le déluge du Saguenay a été suivi du grand verglas de janvier 1998 qui a affligé la région métropolitaine de Montréal et l'ouest du Québec ainsi qu'une partie de l'Ontario. Ailleurs, on a tous à l'esprit le tsunami qui en décembre 2004 a frappé les côtes de plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est. Puis il y eut plus près de nous l'ouragan *Katrina* qui dévasta l'an dernier les côtes américaines du golfe du Mexique. Le nombre de réfugiés «environnementaux» est devenu aussi important que le nombre de réfugiés déplacés par les guerres, rébellions et coups d'État. Il y a aussi quotidiennement des désastres de moindre ampleur qui n'en sont pas moins dramatiques pour ceux qui sont touchés.

On avait l'habitude de croire quasi surnaturels ces événements, comme le rend bien l'expression anglaise «act of God». De fait, ils sont presque toujours imprévisibles bien que parfois, comme pour les ouragans, on les voit venir. Par contre, dans bien des cas, Dieu reçoit l'aide de l'homme.

Ce fut le cas à La Nouvelle-Orléans en raison de l'empiètement des zones urbaines et industrielles sur les terres basses de l'embouchure du Mississippi, qui a accru la vulnérabilité de cette ville. Au Saguenay, la construction de barrages en amont de zones urbanisées constituait un risque qui à l'origine n'avait pas été mesuré, mais qui s'est avéré bien réel lorsque les eaux ont débordé les ouvrages de retenue.

L'époque où l'on pouvait minimiser les risques de désastres naturels est révolue. Les causes de certains d'entre eux sont connues. On a établi qu'il y avait un lien entre l'intensité des ouragans qui naissent dans la mer des Antilles et le réchauffement de la surface des eaux. Dans l'Arctique, les glaces fondent à une vitesse étonnante alors que, dans l'estuaire du Saint-Laurent, on trouve en hiver moins de banquises sur les rives, ce qui les laisse sans protection contre l'érosion. Sur la Côte-Nord, il faudra à moyen terme éloigner des berges la route, qui risque de disparaître dans la mer. Si le réchauffement de la planète est un phénomène contesté par certains scientifiques, il apparaît bien réel au commun des mortels.

La multiplication des catastrophes naturelles accroît la sensibilité des citoyens à l'égard de l'environnement. Les «oiseaux», comme on nommait par dérision les environnementalistes dans les années 1970 et 1980, ne peuvent plus être ignorés des pouvoirs publics. Trop de Canadiens et de Québécois croient qu'il faut agir pour contrer le réchauffement de la planète, comme l'illustre l'appui qu'ils donnent instinctivement au protocole de Kyoto.

Les gouvernements savent qu'ils ne peuvent aller contre ce sentiment populaire, mais ils savent aussi que leurs concitoyens sont partagés lorsqu'il s'agit de choisir entre leur bien-être immédiat et celui des prochaines générations. La perspective d'avoir un emploi, de pouvoir s'acheter une automobile et de rouler sur de nouvelles autoroutes est toujours alléchante, même si l'on sait en son for intérieur qu'il y aura un prix à payer plus tard pour la qualité de vie que l'on s'offre aujourd'hui. Le dilemme est cornélien, mais on se reconforte avec le concept de développement durable qui émaille désormais les discours des politiciens. Il n'existe pas encore, il faut bien le constater, de véritable conscience écologique qui nous ferait assumer la responsabilité de notre avenir sur cette planète. La nature dont nous sommes tributaires est toutefois là pour nous rappeler — et elle le fait de plus en plus souvent — qu'on ne pourra éternellement remettre à demain ce devoir.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Conflit au Liban: un cafouillage inacceptable

En partant pour le sommet du G8 à Saint-Pétersbourg, Stephen Harper a commis une bourde inacceptable pour un premier ministre du Canada. À l'heure où près de 50 000 citoyens québécois et canadiens sont menacés par les bombardements israéliens, M. Harper n'a pris aucune initiative, ni diplomatique, ni logistique, pour les défendre. Ces bombardements tuent des civils et détruisent toutes les infrastructures de communication, ce qui a pour effet de piéger des civils dans des zones du Liban méridional, civils qui n'ont rien à voir avec le Hezbollah et dont font partie des milliers de citoyens canadiens.

L'intérêt, pour les Israéliens, les Palestiniens et les Libanais, ne réside que dans la paix, et c'est aussi l'intérêt urgent de milliers de citoyens du Canada. Le premier devoir du premier ministre du Canada est de garantir la sécurité de ces dizaines de milliers de ressortissants canadiens piégés dans cette attaque d'Israël qui vise bien plus que les positions du Hezbollah. Le devoir du premier ministre du Canada est d'exercer des pressions en faveur d'un cessez-le-feu qui permette l'évacuation des civils et d'assurer, à travers l'action de son gouvernement, l'évacuation prompte et sûre des citoyens canadiens séjournant au Liban. Au lieu de quoi, M. Harper s'est discrédité en encourageant Israël à déployer toujours plus de force de répression. Or la terreur ne s'exerce pas que d'un seul côté dans cette guerre, et il importe de ne pas confondre le Hezbollah avec tout un pays, le Liban, membre de la Francophonie et dont une importante immigration enrichit et le Québec et le Canada.

Le Canada doit sans doute se joindre à ses alliés pour exercer une pression efficace sur la Syrie, mais son devoir plus urgent est d'ordre humanitaire. Israël a le droit de se défendre, pas sans mesure sans doute, mais le gouvernement du Canada a le devoir de défendre ses citoyens. Pour le faire, il doit inciter à la modération et non

jeter de l'huile sur le feu: au lieu de prendre parti, le gouvernement de M. Harper doit assurer une évacuation irréprochable de nos concitoyens. Et il doit exiger un cessez-le-feu au moins temporaire afin que les citoyens québécois et canadiens isolés dans des lieux désormais inaccessibles par la route puissent être évacués.

Charles Courtois, Montréal
Le 18 juillet 2006

Profilage racial ou profilage ethnique?

Depuis un certain 11 septembre 2001 et les «lois antiterroristes», on parle beaucoup de «profilage racial».

Voilà que cette expression devient officielle sans qu'on s'interroge sur sa signification. Une juge de la Cour du Québec a rendu un premier verdict québécois concluant au «racial profiling» dans un cas d'arrestation basée sur la couleur de la peau (R. c. Campbell, janvier 2005). Le Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR) utilise aussi ce langage dans sa lutte contre le harcèlement des minorités visibles. La police de Montréal s'est dotée il y a un an d'une «Politique contre le profilage racial». La Commission des droits de la personne du Québec a fait réaliser trois guides d'orientation juridique sur la question et, le 13 juillet dernier, elle conclut pour la première fois au «profilage racial» dans une enquête sur un acte discriminatoire commis envers un jeune homme noir par des agents du métro de Montréal.

L'utilisation courante de l'adjectif «racial» pour signifier discrimination en fonction de la couleur de la peau, de l'origine ethnique ou même de l'appartenance religieuse soulève une question fondamentale: serions-nous en train de cautionner l'idée selon laquelle il y aurait plusieurs races humaines? La notion de race se base sur le patrimoine génétique commun d'individus semblables. Les scientifiques ont montré qu'il n'existe pas de différence génétique significative entre les populations hu-

maines, peu importe leurs signes extérieurs distinctifs: nous faisons tous partie de la même espèce, l'*Homo sapiens*, et la notion de race n'est pas pertinente pour qualifier l'humain.

L'acte de nommer quelque chose n'est pas une simple question de vocabulaire: c'est un acte de pouvoir lourd de signification. Dans ce cas, comment se fait-il que des institutions et des organisations qui combattent le racisme utilisent un langage assimilant «couleur de la peau» à «racial»? Pourquoi personne n'a-t-il cherché une expression plus exacte sur les plans anthropologique et biologique, par exemple «profilage ethnique»? Car faire du «profilage racial» une expression consacrée par le droit et l'administration publique signifie que l'État accepte l'idée qu'il y ait plusieurs races humaines. C'est soit du racisme institutionnel, soit de l'ignorance crasse qui ne peut être excusée.

Marco Silvestro
Montréal, juillet 2006

Six petites bombes n'ont pu détruire une ville

Je me déssole de lire pareille absurdité dans un journal sérieux («Le début d'une guerre incivile en Espagne», mardi 18 juillet): «Le bombardement de Guernica: six bombes lâchées sur la ville, un jour de marché, et une ville détruite à 90 %».

En 1936, la version originale du Heinkel He111 de la légion Condor, qui porte l'infamie de la destruction de Guernica, pouvait transporter une charge de bombes inférieure à celle d'une des dernières versions de ce modèle (1942) qui avait une charge de 1000 kg, d'après mon *Encyclopedia of World Aircraft*, soit quelques bombes d'environ 150 à 200 kg. Le pilote qui a rédigé ce texte sous la photo de la page 7 aurait dû réaliser qu'on ne peut pas détruire une ville, petite certes, mais ville quand même, qui inspirerait le tableau hurlant de douleur de Pablo Picasso, avec six petites bombes.

Bernard Charrier
Montréal, le 18 juillet 2006

LIBRE OPINION

Montréal, capitale mondiale de la gestion de projets

D^r BRIAN HOBBS

Professeur à l'École des sciences de la gestion, département management et technologie, UQAM

JACQUES DESJARDINS

Vice-président, communications, du Project Management Institute (PMI), section de Montréal

Les derniers mois ont été l'occasion pour la société montréalaise de se flageller publiquement quant à son incapacité collective de mener à terme et avec succès de grands projets publics. Les problématiques de l'immobilisme et de la mauvaise gestion inquiètent au plus haut point nos leaders d'opinion provenant tant de la sphère publique que du monde des affaires. Notre propos n'est pas de discuter du bien-fondé des polémiques qui entourent les grands projets qui ne se réalisent pas, qui affichent des dépassements de coûts ou qui tardent à se mettre en branle. Nous aimerions apporter un tout autre éclairage au débat en faisant ressortir la très grande notoriété internationale de l'expertise montréalaise en gestion de projets.

En effet, il n'est pas rare que nos praticiens et chercheurs émérites se fassent interpellés lors de voyages à l'étranger par des éloges sur Montréal, considérée comme une ville phare en matière d'enseignement et de mise en pratique des meilleures méthodes en gestion de projets. Cette perception n'est pas étrangère aux innombrables succès internationaux glanés par nos institutions, nos regroupements de professionnels et particulièrement nos entreprises ainsi que nos gestionnaires de projets eux-mêmes.

Dès 1976, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) créait le premier programme de maîtrise en gestion de projets au monde, lequel a formé à ce

jour plus de 900 diplômés. Trente ans plus tard, le programme de l'UQAM est imité un peu partout et concentre la plus importante équipe de professeurs et de chercheurs au monde dans le domaine. De plus, il sera bientôt soutenu par une chaire de recherche en gestion de projets. Au demeurant, il est le seul programme universitaire au Canada à être accrédité par le prestigieux Project Management Institute ou PMI, qui comprend 220 000 membres répartis au sein de 250 sections régionales dans 157 pays.

Cette équipe de professeurs et de chercheurs collabore avec des professeurs de toutes les universités montréalaises. De ces collaborations naissent des projets impliquant des professeurs des universités McGill et de Montréal ou de l'École polytechnique, par exemple.

La section de Montréal du PMI est elle-même l'une des plus réputées au monde. Affichant une croissance continue, elle accueille plus de 2400 membres, cadres et professionnels dont la moitié détient la très réputée certification internationale de «Project Management Professional» ou PMP. Le chapitre existe depuis 1977. Sa mission est de diffuser et de faire partager les meilleures pratiques reconnues mondialement en gestion de projets, au bénéfice de nos praticiens montréalais impliqués dans les organisations privées et publiques. Les études internationales tendent d'ailleurs à démontrer que l'utilisation des meilleurs outils et des meilleures pratiques en gestion de projets permet d'améliorer en moyenne de 20 % la performance des projets tant en matière de respect des budgets, des échéanciers et d'atteinte des objectifs que de la qualité visée par le projet.

Le PMI-Montréal a été désigné chapitre de l'année en 2004. Il a aussi reçu de ses pairs au fil des années une multitude de mentions pour la qualité et le dynamisme de son organisation (voir www.pmi-montreal.org).

Mais ce qui est plus marquant, ce sont les prix obtenus par les projets d'organisations montréalaises lors du prestigieux concours annuel du meilleur projet de la planète tenu par le PMI. En 2001, l'équipe de SNC-Lavalin et Murray & Roberts remportait la palme du meilleur projet de l'année avec le projet d'aluminerie MOZAL Smelter au Mozambique. Le Quartier international de Montréal, dirigé par Clément Demers, récidivait en 2005 et remportait les grands honneurs, en plus d'une multitude d'autres prix liés à l'architecture et à l'urbanisme. Clément Demers est diplômé *meritas* de la maîtrise en gestion de projets de l'UQAM et membre du Bureau des gouverneurs du PMI-Montréal. D'ores et déjà, il appert que le projet de revêtement des cuves de l'usine d'aluminium d'Alcan à Alma, géré par BPR-Bechtel et soumis par le PMI-Montréal comme candidat pour le meilleur projet international en 2006, devrait être retenu comme finaliste. Les reconnaissances reçues par nos gestionnaires de projets ne se comptent plus. Ainsi, Gilles Lefebvre a été désigné récemment gestionnaire de projets de l'année et diplômé *meritas* de la maîtrise en gestion de projets de l'UQAM par l'ensemble des finissants. Il a été au cœur du succès du projet de satellites canadiens RADARSAT.

La gestion de projets bénéficie à la grande entreprise montréalaise

Bien que souvent méconnu du public montréalais, la qualité et le succès international de nos gestionnaires de projets rejouissent depuis plusieurs années sur Montréal. Un congrès international de recherche sur la gestion de projets se tenait d'ailleurs dans notre ville du 16 au 19 juillet dernier. Il suscitait l'engouement des chercheurs et invités de marque venus du monde entier pour partager leur expertise en gestion de projets.

Les meilleures pratiques en gestion de projets se

répandent actuellement dans nos grandes entreprises, principalement dans les secteurs de la construction, des technologies de l'information — particulièrement dans le domaine bancaire —, du génie conseil, de l'aéronautique, de l'industrie biopharmaceutique de même que des services comptables et de gestion. Ces entreprises de classe mondiale opèrent depuis quelques années les changements de culture nécessaires pour bénéficier des gains immédiats associés à l'adoption des meilleures pratiques en gestion de projets. La formation et la certification de leurs professionnels et cadres ainsi que la mise à jour des connaissances dans le domaine de la gestion de projets sont devenues un leitmotiv incontournable de nos grandes entreprises internationales. L'utilisation judicieuse de ces ressources spécialisées en tant que dirigeants de leurs projets stratégiques leur rapportent déjà le succès escompté. Elles ont compris les bénéfices à tirer de l'adoption des bonnes pratiques en gestion par projet dans une économie moderne où la valeur et la richesse sont extraites de plus en plus de projets singuliers plutôt que d'une production en série.

Que nous manque-t-il pour que cette expertise montréalaise présente en quantité et en qualité puisse faire une différence sur l'état de morosité qui entoure présentement les grands projets publics? Pour sa part, le PMI-Montréal propose de faire connaître le rôle du gestionnaire de projets afin de démontrer au public la capacité de ces spécialistes à mener à bien les grands projets qui doivent façonner l'avenir du Québec. Il restera aux pouvoirs publics et à nos organisations gouvernementales à adhérer pleinement à ce mode de gestion qui bouleverse les façons de faire en favorisant, du début à la fin d'un projet, une collaboration réelle entre toutes les parties prenantes.

REGARDS SUR UNE AMÉRIQUE QUI FASCINE

Le visage des États-Unis, que l'ensemble du monde appelle l'Amérique, a été fortement mis à mal depuis les célèbres attentats d'il y aura bientôt cinq ans. Mais parce qu'un pays ne se réduit pas à son gouvernement, des intellectuels ont eu envie de témoigner de leur vision de cette Amérique réelle, rêvée, mythique. *Le Devoir* offrira tous les lundis de l'été de larges extraits de ces regards croisés.



Une image vaut mille mots pour exprimer le saisissement, la netteté de la découpe des gratte-ciel dans un ciel aux traînées mauves, les puits de lumière des avenues, des rues, à l'infini et ces mille yeux qui scintillent, qui s'illuminent progressivement.

Passion New York

RÉGINE ROBIN-MAIRE

Écrivaine et professeure au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, elle prépare présentement un ouvrage sur les mégapoles.

Troisième texte d'une série de huit

Quelques moments fugitifs glanés au hasard. En arrivant vers la 5^e Avenue, venant de la 6^e, à l'angle de la 57^e rue, un rayon de lumière sur les gratte-ciel, une découpe de l'ombre et de la lumière sur ces masses architecturales, une beauté foudroyante.

Je ne me lasse pas de cette ville. Elle me rentre dans le corps à tout moment. Ce n'est pas seulement la beauté des puits de lumière entre les gratte-ciel, ce que les gens des années 1930 appelaient des canyons dans la ville. Ce n'est pas seulement l'énergie que la cité communique, tonique, stimulante, c'est encore d'un autre ordre. Un désir de se fondre dans New York, fusion qui, paradoxalement, vous rend toute votre individualité, votre singularité.

Y vivre, y être

Je découvre que mon rapport à New York ne consiste pas ou pas seulement à accumuler des expériences, des noms propres, des images, du vécu, de la cristallisation existentielle qu'il me faudrait par la suite convertir en passé, en souvenir, voire en texte.

Je peux avoir parcouru mille fois Broadway entre la 116^e rue et Columbus Circle; je peux savoir par cœur où sont les grands musées, les avoir tous visités, être allée mille fois dans les cinémas du Village, dans les restaurants du Mid-Town, ce n'est pas ça qui compte. C'est quelque chose de plus lancinant, le rapport immédiat, tangible à la ville et non son souvenir. Descendre à nouveau Broadway, attendre le 104 ou le M4, remonter Riverside Drive, être assise au Monde, ou au Fiorello, refaire mille fois ces traversées est-ouest, ces coulées nord-sud, faire corps avec la ville hic et nunc.

C'est pourquoi, il n'y a pas de remède à mon mal de New York, à son manque, à son absence. Il faut y être, y vivre le quotidien, la répétition jusqu'au «ressassement», la banalité lumineuse des gestes jour après jour, se repaître du mordoré de sa lumière de miel les soirs d'automne, du piquant du froid sur Riverside Drive, les matins glacés d'hiver, des reflets des arbres en fleurs sur la façade des gratte-ciel, en avril. Il faut pouvoir s'y retenir en permanence.

D'où mon angoisse quand le compte à rebours

commence et qu'il me faut songer à la quitter, quand ne restent plus qu'une dizaine de jours. La panique me saisit alors.

Car le problème n'est pas de me dire: il y a encore des galeries de Chelsea que je ne connais pas, une nouvelle exposition au MoMa que je n'ai pas eu le temps de voir, tel coin du Bronx où je ne suis pas allée, tel bar de Brooklyn qui vient d'ouvrir et que je ne connais pas, mais le quotidien qui me serait bientôt dérobé, une couleur du ciel au crépuscule, à l'angle de Broadway et de la 63^e rue, le miel de sa lumière, l'odeur de pizza ou de café sur Amsterdam; un quotidien dont je serais désormais coupée, un vécu qui ne pouvait désormais que se pétrifier dans le souvenir.

Certes, habitant à Montréal, je pouvais me dire qu'il m'est aisé de venir à New York, que j'arpenterai à nouveau Broadway du nord au sud, bien sûr, et ce, en toute saison, que je reviendrai pour de longs week-ends, pour une semaine, 10 jours voire une quinzaine de jours dans quelque hôtel miteux ou, au contraire, sur un coup de folie, dans des palaces luxueux comme l'hôtel Pierre ou le Waldorf Astoria.

Mais rien ne pouvait remplacer le fait de vivre à New York durant de longs mois, d'avoir une adresse new-yorkaise, un compte en banque new-yorkais, un numéro de téléphone avec le 212 comme *area code*.

Rien ne pouvait remplacer mes itinéraires quotidiens, les petits-déjeuners chez Tom à l'angle de Broadway et de la 112^e rue, ma banque à la 109^e rue, le boui-boui où je venais lire mes journaux et boire cette tisane de café si caractéristique du café en Amérique du Nord, à la 108^e rue, le Starbuck de la 110^e rue sur le trottoir ouest, la cyberboutique à la 98^e rue où je prenais connaissance de mes courriels et y répondais, les cinémas Loews de la 84^e rue et de la 68^e rue, le Barnes and Noble en arrivant au Lincoln Center, le Lincoln Plaza et la petite place en plein air où je lisais quelques pages d'un livre en attendant l'heure de la séance de cinéma.

Rien ne pourra remplacer mes allées et venues dans ce quartier de l'université Columbia devenu si familier.

C'est ce monde que j'allais perdre, la respiration même de la métropole, son rythme syncopé, son énergie explosive, vitale.

La ville qui ne fait pas de cadeau

Ce quotidien, pourtant, n'était pas si facile à vivre. New York est une ville dure qui ne vous fait pas de cadeau. Les bus peuvent mettre une éternité à arriver ou bien ils ne s'arrêtent pas à l'endroit où vous les attendez. Vous avez oublié qu'il s'agissait d'un express et vous avez mal lu les poteaux indicateurs.

Les taxis, ces taxis jaunes dont le nombre est légendaire, sont soudain pris d'assaut les jours de forte

pluie ou de neige et vous voilà réduite à la loi de la jungle où vous n'êtes jamais la plus forte. Ou encore ce sont les lignes de métro dont le parcours est détourné. Il y a des travaux sur la ligne. On ne rejoint plus Brooklyn par les lignes habituelles, surtout durant le week-end.

A d'autres moments, ce sont les nouvelles locales à la télé qui sont terrifiantes. Un petit vieux s'est fait écraser dans le Queens. Il traversait pourtant au feu vert, mais un motard l'a fauché; une mère de famille, bien sous tous les rapports, a tué son fils et l'a découpé en petits morceaux à Brooklyn; un caïd de la drogue s'est fait descendre dans le Bronx.

Giuliani a eu beau «nettoyer» Times Square, le Lower Manhattan et le métro, chasser les clochards et les sans-abri qui se blottissaient dans des boîtes de carton empilées, transformées en baraques provisoires au pied des grands hôtels, il reste néanmoins de la criminalité à New York, pas comme dans les années 1960-70, mais tout de même!

Il y a aussi tous ces dingues rencontrés au hasard, en particulier dans le métro, qui font des sermons, haranguant la foule sur la fin des temps, le jugement dernier, l'urgence où vous êtes de faire votre salut.

La religiosité ambiante des États-Unis n'aide pas et pousse plutôt à une dinguerie généralisée. Il est vrai que la ville d'après le 11 septembre 2001, a reçu «un coup du moulin» et qu'elle en garde la trace, et pas seulement à cause du trou en attente de reconstruction du fameux Ground Zero.

Mes traversées

«Que faites-vous toute la journée à New York?», me demandait quelque esprit chagrin. Rien, je monte et je descends Broadway, à pied quand je suis en forme, en autobus la plupart du temps, bien calée à la fenêtre, je rêve, j'observe, je prends des notes sur mes petits carnets vénitiens, je prends des photos, j'écoute les conversations, je descends, j'entre dans un café, un bistrot, un restaurant, j'écris, je vais au cinéma, je remonte par un autre bus ou par le métro, je cherche de la documentation insolite dans les librairies d'occasion, je lis des histoires sur le passé de New York, je vois des amis, je regarde la télévision, les nouvelles, les séries, *Saturday Night Live*, vous voyez, je ne fais rien.

J'avais pris beaucoup de photos, la seule façon d'interrompre le flux du temps, de capter une seconde de bonheur, d'émotion, une vibration, une lumière: ciels blafards, blêmes, laiteux ou bleu intense dans le givre de l'hiver, ou grand soleil, j'ai photographié la ville à toute heure du jour et de la nuit. J'ai aussi vu un nombre invraisemblable de films portant sur New York.

Je crois que l'imaginaire des villes est aussi fait d'images cristallisées, référentielles, d'épaisseurs de

«sémiotisations», de «pluralisations» de sens ou, au contraire, de répétitions, d'images figées, stéréotypées. Imaginaire du cliché, au second degré.

Il n'y a plus d'images, il n'y a que des clichés, fait remarquer Werner Herzog à Wim Wenders lorsqu'ils se trouvent au sommet d'une tour à Tokyo. Combien de génériques de séries américaines comme *Law and Order*, *NY CSI*, *NYPD Blue*, *Without a Trace* ou de génériques de films avec le Brooklyn Bridge, le Manhattan Bridge, le Queensborough Bridge! Inoubliable générique de *Manhattan* de Woody Allen avec la musique de Gershwin en fond sonore! C'est l'image de New York qui me fascine, la ville fantasmée à l'écran, encore plus que la ville réelle.

Je voulais rendre compte de mes traversées de la ville, littéraires, photographiques, cinématographiques, tous médias confondus. Je m'assignais des buts. Faire l'ensemble des 468 stations de l'ensemble du réseau métropolitain couvrant 230 miles et qui, d'après les connaisseurs, devaient prendre 30 à 40 heures sans s'arrêter. Plus modestement, faire quelques lignes en prenant des photos à toutes les stations, m'arrêter à tous les Starbucks de Broadway, prendre sur toutes les avenues un des 12 000 taxis, ces Ford Crown Victoria jaunes qui sillonnent la ville à toute heure du jour et de la nuit.

Au sommet

Monter au sommet de tous les gratte-ciel qui ouvrent sur un restaurant ou un panorama. Autrefois, j'allais volontiers à *Windows on the World*, le restaurant qui se trouvait au 107^e étage de la tour nord du World Trade Center. Monter au sommet du Rockefeller Center, et imiter King Kong en haut de l'Empire State. Arriver au *Top of the Tower*, presque à l'angle de la 1^{re} avenue et de la 49^e rue, vers 6h avant la nuit, trouver de la place du côté des gratte-ciel, de la ville et non pas du côté de l'East River. Rester jusque fort avant dans la nuit, pour voir la fin de la journée, le crépuscule et la montée des lumières. Vers 7h, leurs flambées éblouissantes envahissent le paysage dans des ciels tourmentés. Je ne connais rien de plus beau que ce panorama.

Mais comment exprimer le saisissement, la netteté de la découpe des gratte-ciel dans un ciel aux traînées mauves, les puits de lumière des avenues, des rues, à l'infini et ces mille yeux qui scintillent, qui s'illuminent progressivement? Laisser la nuit tomber. Vapeurs violettes, sentiment de plénitude.

Ces textes seront publiés à l'automne dans le numéro 43 de la revue *Conjonctures* (www.trempt.uqam.ca/conjonctures) sous le thème «Impressions USA».

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation), Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Caschy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communisme Internet), Isabelle Patis (santé), Louise-Madeleine Bouché (culture), Pauline Gravel (sciences), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), Renée Leo Guilmet et Serge Paquin (relucteurs suraméricains), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et culture), Julie Carpentier (papier), Paul Bennett (papier culiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Caron (médias), Caroline Montpetit (sport), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Dupon (suraméricains) à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny (papier), Philippe Papineau (suraméricain), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (suraméricains) à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (papier international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste) à l'information politique: Hélène Buzzetti, Mason Corneille et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Marlyse Hamelin (secrétaire à la rédaction), Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communisme), La documentation: Gilles Paré (directeur), Mason Derrone, Rachel Rochefort (Ottawa) LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltain, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Koppelle, Micheline Ruellan, Nadia Selah, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice administrative), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire) LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemanis, Olivier Zaida, INFORMATIQUE Yanick Marie (responsable) PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur de la promotion et de la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par interim), Mason Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrateur), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

FRANCOFOLIES

Plus la chanson est francofolle, plus elle est saine

SUITE DE LA PAGE 1

du vieux Casino en compagnie du franco-ontarien Robitaille, du français Jules et du belge Hélén, symboles d'une «vraie proximité de la chanson francophone».

Samedi, lors d'une réception officielle, c'était la ministre des Relations internationales de la Communauté française de Belgique et de la région wallonne Marie-Dominique Simonet qui y allait de son hommage au Coup de cœur et à son directeur général et artistique Alain Chartrand: «Grâce à la ténacité et à l'intelligente curiosité de sa direction, Coup de cœur francophone offre une programmation de qualité et un encadrement professionnel pour nos jeunes artistes, de la même manière que les Francofolies de Spa accueillent les artistes québécois». Ce n'était pas du boniment: en deux décennies de Coup de cœur, rappelait Chartrand, plus de «35 artistes de la communauté française de Belgique» ont franchi la grande mare, de Claude Semal à... Daniel Hélin.

L'hôte idéal

Habitué de chez nous, capable de tout, l'étonnant Hélén était l'hôte idéal de cette soirée Coup de cœur où il partageait la scène avec les non moins étonnants Jules et Robitaille. On ne pouvait rêver plus représentative affiche de beaux félés: les compères sont arrivés main dans la main, tels de grands gamins en récré. Puis chacun s'est lancé dans son univers de chanson décalée. C'était à qui offrait les 45 minutes les plus brillamment déjantées, les plus intelligemment dérisoires et les plus imprévisiblement émouvantes.

Le public belge ne s'y est pas trompé: ils étaient plus de mille fans à s'agiter autour des 300 places assises, où personne n'était assis

L'un après l'autre, tous intenses autant qu'étranges, ça faisait un peu beaucoup à prendre, mais le constat était patent: plus la chanson est ainsi francofolle, plus elle est saine. À la fin, les trois ont entonné un hymne *ad hoc* intitulé *J'ai pris un coup... de cœur francophone*. Main moite dans la main moite.

Le temps de la nouvelle chanson belge

Après Samir Barris et Zoé, avantageusement révélés ces jours derniers, la liste des fiers représentants de ce qu'il convient désormais d'appeler la nouvelle chanson belge (de qualité supérieure!) aura été s'allongant le festival durant. Confirmation: Saule est encore meilleur qu'on le pressentait à travers les chansons de son album *Vous êtes ici*, découvert grâce à l'enveloppe de nouveautés envoyée par les bonnes gens de l'organisme Wallonie-Bruxelles Musiques peu avant le festival.

Né Baptiste Laliou, ce Saule a 28 ans dans les branches et tout ce qu'il faut pour pousser: le beau verbe et les beaux airs (surtout ceux de *Peter Pan*, *Madame Papi*, *Le Boss*), la pêche, la bonhomie, la vigueur, et un sacré sens du spectacle. Au Dôme, la nouvelle scène du «Village francophone» (au fin fond du parc de Sept-Heures, là où Adamo québécois Nicola Ciccone se produisait la veille devant un auditoire modeste mais attentif), Saule et ses accompagnateurs (oui, les Pleureurs) rayonnaient plus que le soleil de fin d'après-midi. Le public belge ne s'y trompait pas: ils étaient plus de mille fans à s'agiter autour des 300 places assises, où personne n'était assis: le prochain, sûr et certain, on lui fera de la place. Tout aussi sûr et certain, Saule sera au Coup de cœur francophone, fin novembre.

En attendant Marie Warnant

Mais c'est dès septembre, au Festival de la chanson de Granby, que Marie Warnant s'amènera: la chanteuse de 26 ans, qui a de l'Ariane Moffatt dans les ambiances electro-pop et du Piaf dans le timbre, s'est remarquablement imposée sur la trop grande scène Pierre-Rapsat devant la foule encore clairsemée de la place de l'Hôtel de ville, en ouverture de l'affiche «romantique» Julien Clerc-Marc Lavoine. Regard hypnotique, chevelure en liberté, elle respirait la santé et le naturel, qu'elle chante *Bruxelles* ou une reprise vitaminée de Bashung (*Ma petite entreprise*). Pas un gramme de chique: le genre qu'on aime chez nous. On en reparlera.

Ici, c'est de la Chango Family qu'on n'a pas fini de parler. Encore plus qu'en 2004, la bande à Lundo aura été partout, tout le temps, canicule ou pas, grosse scène ou pas de scène du tout. Rien que samedi, en plus de «bouter le feu au Village francophone» (dixit Charles Gardier), l'incroyable tribu funky-swing-ska-jazz-world québécoise a frénétiquement tenu le rythme pendant trois grosses heures au Lido, la nouvelle boîte des fins de nuit du festival. Tard, très tard, le vétéran belge Marka est venu rejoindre la Family, le temps d'improviser *Should I Stay Or Should I Go* des Clash. À la fin, toute la smala jouait dans la salle, parmi les gens. Véritable fanfare ambulante dans la nuit moite.

Collaborateur du Devoir
Sylvain Cormier était l'invité de Wallonie-Bruxelles Musiques

SUITE DE LA PAGE 1

l'armée libanaise, nous approuvons le déploiement dans le sud [du Liban] d'une force multinationale avec une autorité étendue», a déclaré le ministre israélien de la Défense, Amir Peretz. Il a laissé entendre que cette force serait dirigée par l'OTAN.

Washington ouvert

Le représentant américain à l'ONU, John Bolton, a fait savoir que Washington était ouvert à ce projet. Le secrétaire général de la Maison-Blanche, Josh Bolton, a cependant précisé qu'il était peu probable que les États-Unis fournissent des hommes à la force internationale envisagée au Liban. «L'objectif est d'obtenir un cessez-le-feu durable», ce qui ne sera possible, selon lui, que «si l'on s'attaque au problème que représente le Hezbollah, une organisation terroriste». Un responsable de l'Alliance atlantique a aussi indiqué qu'un rôle éventuel de l'OTAN dans la région n'avait encore fait l'objet d'aucune discussion et qu'il avait plutôt été question d'étoffer la force de l'ONU (FINUL) déjà en place au Sud-Liban.

Les efforts diplomatiques européens se sont eux aussi intensifiés hier. Des émissaires de trois pays européens se sont joints hier en Israël à des efforts diplomatiques de plus en plus insistants pour obtenir un arrêt des combats dévastateurs entre l'armée israélienne et le Hezbollah libanais. Les ministres des Affaires étrangères français, allemand et britannique ont eu des entretiens séparés avec des responsables israéliens avant la venue de la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice. Elle a quitté Washington hier pour se rendre au Proche-Orient et devrait mener des entretiens demain en Israël. Mme Rice a fait savoir qu'elle favoriserait la recherche d'un règlement durable et non un cessez-le-feu immédiat.

Pour l'ensemble du Proche-Orient

Et même si le président américain a accusé l'Iran et la Syrie de soutenir le Hezbollah, la Syrie s'est engagée à agir en faveur d'un arrêt des hostilités, mais uniquement dans le cadre d'un accord de paix pour l'ensemble du Proche-Orient prévoyant «un retrait de tous les territoires occupés, y compris le Golan». «La Syrie et l'Espagne s'emploient à obtenir un cessez-le-feu, un échange de prisonniers et le lancement d'un processus de paix global», a précisé le ministre syrien de l'Information Mohsen Bilal dans un entretien publié hier par le quotidien espagnol ABC.

Il a toutefois averti que «si Israël envahit le Liban et pénètre sur son territoire, il ne sera plus qu'à 20 kilomètres de Damas, et nous ne resterons pas les mains liées. Absolument pas. Sans aucun doute, la Syrie interviendra dans le conflit».

Pas d'invasion en vue

Évoquant par ailleurs devant le cabinet israélien les incursions opérées par Tshahal en territoire libanais, M. Peretz a assuré que ces mouvements ne préparaient aucunement une invasion. «L'opération terrestre de l'armée au Liban se concentre sur des incur-

SUITE DE LA PAGE 1

S'il est une personne en mesure de juger de la performance du Canada en matière de protection des réfugiés, c'est certainement cette avocate originaire de Charlevoix. Yeux et oreilles du HCR au Québec, M^e Otis a un accès privilégié à tous les centres d'immigration, aéroports et postes frontaliers de la province. Par des tournées régulières, elle veille à ce que les quelque 5000 demandeurs d'asile annuels de ces points d'entrée (mexicains en grande majorité) soient accueillis et traités adéquatement par les autorités canadiennes de l'immigration.

La principale inquiétude de M^e Otis a trait à la détention des demandeurs d'asile qui arrivent sans preuve d'identité. Certaines personnes sont détenues pendant des périodes allant jusqu'à 30 jours (90 jours dans des cas extrêmes) et ce, même si bien peu d'entre eux sont des criminels, raconte l'avocate.

Depuis l'entrée en vigueur en 2002 de la nouvelle Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, le Canada a tendance à recourir «plus systématiquement» à la détention des demandeurs qui n'ont pas de carte d'identité valide, déplore M^e Otis. «Le Canada est souverain, il a tous les droits de savoir qui se trouve sur son territoire. Mais il reste que des gens qui ne sont généralement pas des criminels sont détenus. Ils sont privés de liberté, je tiens à le rappeler», dit-elle.

Pas à leur place

De par son travail, M^e Otis est régulièrement appelée à visiter le Centre de prévention de l'immigration de Laval, «prison» de la majorité des demandeurs d'asile sans identité en attente d'être entendus devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), tribunal administratif fédéral chargé de la détermination du statut de réfugié au pays. Selon elle, certaines «personnes vulnérables» n'y ont pas leur place. «Les gens ne le savent pas, mais on détient des femmes enceintes et des enfants, pas en grand nombre, mais ne serait-ce qu'un, c'est déjà trop», dit-elle.

Pour ces gens, comme pour d'autres dont l'état psychiatrique est fragile, la détention peut être «très pénible», explique M^e Otis. «Pour certains, c'est comme revivre des traumatismes qu'ils ont vécus dans leur pays. Certains de ces gens-là allèguent avoir été détenus et même torturés», indique la conseillère juridique du HCR.

De l'avis de l'avocate, la détention est un «choc» pour ces gens qui demandent refuge au Canada avec en tête l'idée, largement véhiculée, qu'ils frappent à la porte de la terre d'asile par excellence. «Ils n'en reviennent pas que ça leur arrive ici», dit-elle constater à chacune de ses visites au Centre de prévention. «Il faut trouver des solutions de rechange à la détention,

LIBAN



GALI TIBBON AGENCE FRANCE-PRESSE

Des roquettes lancées par le Hezbollah hier à Acre, en territoire israélien, ont fait quelques victimes.

sions limitées, et nous ne parlons pas d'une invasion du Liban. Nous commençons à voir les succès de l'armée contre le Hezbollah», a-t-il dit, selon un des participants à la réunion. D'après le ministre, «l'objectif de l'armée est de créer une nouvelle réalité», de faire en sorte «principalement que le Hezbollah ne soit plus le long de la frontière». Pour le ministre israélien de la Défense, ce but ne pourra être atteint qu'en alliant les frappes militaires et la diplomatie internationale.

Par ailleurs, sur le terrain, le Hezbollah a poursuivi sans relâche ses tirs de roquettes sur le nord d'Israël hier, atteignant notamment Kiryat Shemona, Safed, Acre et surtout Haïfa. La troisième ville israélienne a été visée à deux reprises par ces pilonnages, qui ont fait au moins deux morts et une dizaine de blessés. Ces victimes des attaques portent à 17 le nombre de personnes tuées par des roquettes du Hezbollah ces deux dernières semaines. Hier, deux combattants du mouvement chiite ont aussi été faits prisonniers par l'armée israélienne au Sud-Liban et ramenés en Israël, a annoncé la radio militaire israélienne.

Reprise des bombardements

Les frappes meurtrières de la chasse israélienne ont entraîné la mort d'au moins 11 personnes hier, en plus d'en blesser 56 autres. Au moins 375 Libanais ont péri depuis le début des opérations. Et selon les chiffres officiels, les combats sur le sol libanais ont fait 19 morts dans les rangs de Tshahal.

En soirée, l'aviation israélienne a repris le bombardement de la banlieue sud de Beyrouth, bastion du Hezbollah chiite, prenant pour cible des quartiers jusque-là relativement épargnés. Six membres de la

Croix-Rouge libanaise ont été blessés dans un bombardement de l'aviation israélienne au Sud-Liban, a-t-on appris auprès de la sécurité libanaise. Une bombe a atteint leurs véhicules alors qu'ils prenaient en charge des patients sur une route sinueuse à l'est du port de Tyr.

Et la population fait les frais de cette opération militaire. Dans un rapport diffusé samedi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime à 600 000 le nombre de personnes déplacées par le conflit, dont 95 000 auraient trouvé refuge dans des écoles. L'OMS a donc augmenté de 200 000 son estimation du nombre de réfugiés internes de vendredi à samedi. Les Nations unies évoquent généralement 500 000 personnes déplacées, mais son secrétaire général Kofi Annan parlait vendredi de 700 000 réfugiés.

Dans son rapport, l'OMS estime à 1000 le nombre de personnes blessées dans le conflit, qui a débuté le 12 juillet. «En raison de l'intensité des bombardements, l'évacuation des blessés et des morts demeure un défi significatif», pouvait-on lire dans le rapport. L'OMS s'inquiète également d'informations qui lui ont été transmises selon lesquelles trois des plus importants hôpitaux des banlieues sud de Beyrouth, pilonnées par Tshahal, ne peuvent plus fonctionner, tout comme la majorité des centres de premiers soins dans les régions bombardées.

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse, Associated Press et Reuters

■ Lire autres textes en page A 3

RÉFUGIÉS

en tout cas certainement pour les personnes vulnérables. Ce n'est pas adéquat, même les autorités vous l'avouent», croit-elle.

Si le Canada est loin de la terre hospitalière espérée pour ces demandeurs d'asile détenus, il peut le devenir pour les réfugiés «réinstallés» depuis l'extérieur. C'est notamment le cas des 810 réfugiés birmanais qui arriveront sous peu au pays, tel que l'a annoncé Monte Solberg, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, le 20 juin dernier. Aussi, par des programmes de réinstallation à partir de «pays sources», le Canada facilite la venue de réfugiés à partir de pays préalablement désignés, dont font partie la Colombie et la République démocratique du Congo.

Rien contre, mais...

M^e Otis n'a rien contre la réinstallation. Le HCR la prône et la pratique dans plusieurs camps de réfugiés de par le monde, rappelle-t-elle. Sa crainte est toutefois que les réfugiés réinstallés à partir de pays sources en viennent à priver d'une place au pays les demandeurs d'asile qui eux se présentent directement aux frontières. «Oui, c'est généreux, mais il serait souhaitable que ça ne se fasse pas au détriment du demandeur d'asile», dit-elle. Or, elle constate qu'«il y a une tendance à penser que les vrais réfugiés sont ceux qui proviennent des camps de réfugiés et qui sont sélectionnés dans ces pays-là, alors que tous ceux qui viennent ici sont des faux».

En fait, chaque année, un peu plus de la moitié des demandes d'asile sont refusées par la CISR. Ces requérants «déboutés» ne cadrent pas dans la définition d'un réfugié, laquelle nécessite une crainte de persécution du fait de sa race, de sa religion ou de ses opinions politiques, par exemple. Ainsi, des demandeurs d'asile libanais qui se présenteraient au Canada ne pourraient se qualifier en tant que réfugiés du seul fait que leur pays est en guerre, comme ne le pourrait un Indonésien victime d'un tsunami.

La majorité des «faux» réfugiés se voient donc dans l'obligation de retourner dans leur pays d'origine... lorsqu'ils en ont un. Dans le cas complexe des apatrides (souvent originaires de Palestine ou d'ex-républiques d'Union soviétique), c'est au HCR, donc à M^e Otis, qu'il revient souvent de trouver une solution durable.

Diminution de la demande

«Vrais» réfugiés ou pas, de moins en moins de chercheurs d'asile frappent à la porte du Canada. Comparativement aux 44 000 demandeurs de refuge en 2001, à peine plus de 20 000 prétendants se sont présentés au pays en 2005. Cette diminution de la demande, constatée également dans la plupart des pays occidentaux, n'est pas étrangère au contexte in-

ternational, notamment à «l'obsession de la sécurité», qui pousse le Canada à resserrer ses contrôles, croit M^e Otis.

Parmi ceux-ci, on compte des mesures d'interception à l'extérieur, c'est-à-dire avant même que les futurs demandeurs d'asile ne prennent la direction du Canada. «Le Canada a récemment investi beaucoup de ressources pour essayer de repérer les gens qui voyagent avec de faux passeports», donne en exemple M^e Otis, sans toutefois prétendre que cette pratique explique, à elle seule, la diminution du nombre de demandeurs d'asile à la frontière canadienne.

Une part de cette baisse peut «de toute évidence» être expliquée par l'application en 2004 de l'Entente sur les pays tiers sûrs entre le Canada et les États-Unis, croit l'avocate. Selon cet accord, vertement dénoncé par des organismes non gouvernementaux dont Amnesty Internationale et le Conseil canadien des réfugiés, toute personne demandant asile au Canada après avoir transité par le «pays tiers sûr» que sont les États-Unis doit, sauf exception, faire une requête là plutôt qu'ici.

Une pratique «inacceptable»

Le HCR n'a toujours pas adopté de position officielle sur l'entente sur les pays tiers sûrs, dont il a été l'observateur désigné. Or, le fait que le Canada utilise cette entente pour retourner immédiatement des demandeurs aux États-Unis est «inacceptable», dit M^e Otis. Elle rappelle que le principe de «non-refoulement» est dûment inscrit dans la Convention relative au statut de réfugié de 1951. Véritable bible du droit des réfugiés, cette convention a depuis longtemps été ratifiée par le Canada. C'est sur elle que repose la majeure partie de la loi canadienne en matière de réfugiés ainsi que toute l'action du HCR.

La pratique du «retour immédiat» peut être particulièrement dramatique pour les Colombiens, qui sont parmi les principaux demandeurs d'asile à se présenter au poste frontalier de Lacolle. Aux États-Unis, le titre de réfugié est refusé à tout demandeur ayant collaboré avec les forces armées révolutionnaires colombiennes. Le Canada est plus indulgent à ce sujet, explique la conseillère du HCR.

Quoi qu'il en soit, l'Agence des services frontaliers du Canada a promis qu'elle cesserait d'y recourir, se réjouit M^e Otis. Selon elle, cette ouverture est un exemple parmi d'autres du fait que «le Canada est encore sensible» aux préoccupations du HCR ainsi que des organismes de défense des droits des réfugiés. «C'est un bon signe», croit-elle, alors que l'opinion des organismes onusiens ne compte que très peu aux États-Unis. «Quand je dis qu'il faut être vigilant, c'est qu'il faut que le partenariat continue», conclut-elle.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition d'organismes reconnus dans la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organismes, veuillez en aviser votre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858, Dépot légal Bibliothèque nationale du Québec.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390